

Jean-Marie FECTEAU † [1949-2012]
professeur substitut, département d'histoire, Université du Québec à Montréal

(1986)

Régulation sociale et transition au capitalisme.

Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir de :

Jean-Marie FECTEAU † [1949-2012]

Régulation sociale et transition au capitalisme. *Jalons théoriques et méthodologiques pour une analyse du 19^e siècle canadien.*

Québec: département d'histoire, Université Laval, 1986, 74 pp.
Projet "Accumulation et régulation au Québec."

[Autorisation formelle accordée par Jean-Marie Fecteau le 13 mai 2004 de diffuser ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 12 septembre 2022 à Chicoutimi, Québec.



Jean-Marie FECTEAU † [1949-2012]

professeur substitut, département d'histoire, Université du Québec à Montréal

Régulation sociale et transition au capitalisme.

*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.*



Québec: département d'histoire, Université Laval, 1986, 74 pp.
Projet "Accumulation et régulation au Québec."

Régulation sociale et transition au capitalisme.
Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien

Jean-Marie FECTEAU

NOTE 86-02

Jean-Marie Fecteau est professeur d'histoire
à l'Université du Québec à Montréal

Les critiques et recommandations de Claude Maire, Carol Levasseur, Jocelyn Létourneau, Bogumil Jewsiewicki, John Willis, Richard LaRue ont été essentielles dans la tâche de remaniement d'une version préliminaire de ce texte. Je tiens à les en remercier tout particulièrement. Mes collègues du département d'histoire de l'UQÀM ont aussi contribué à créer l'atmosphère intellectuelle, le climat de travail qui m'ont été nécessaires dans la menée à terme de cette entreprise.

Québec : Projet accumulation et régulation au Québec. Département d'histoire, Université Laval, 1986, 74 pp.

Projet Accumulation et Régulation au Québec (PARQ) Département
d'histoire Université Laval Québec

dessin original de la page couverture : Claude Ménard
graphisme : Evelyne Gosselin

© PARQ et Jean-Marie Fecteau, 1986

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés.
Imprimé au Canada

Dépôt légal 3^e trimestre 1986

Bibliothèque nationale du Canada et
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-9800656-1-7

Régulation sociale et transition au capitalisme.
Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.

RÉSUMÉ / ABSTRACT

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse du 19^e siècle canadien a comme présupposé certaines procédures méthodologiques et la mise en œuvre d'un ensemble de concepts théoriques. Ces problèmes de méthode et de théorie se cristallisent dans une approche de la transition au capitalisme.

Après avoir abordé ces problèmes, ce texte s'interroge sur les conditions générales de dépérissement du féodalisme, sur la dynamique de transition et sur le contexte global de mise en place de la régulation capitaliste. Il s'agit donc avant tout de poser les jalons pouvant permettre une analyse renouvelée de notre 19^e siècle.

* * *

Analysis of nineteenth century Canada is based on a set of methodological procedures and on the use of a certain number of theoretical concepts. These methodological and theoretical problems find a concrete expression in a certain view of the transition to capitalism.

After discussing these problems, this paper addresses the general conditions of the withering away of feudalism, the particular dynamics of the transition and the global context of the implementation of a capitalist type of regulation.

Our concern is to lay the groundwork for a renewed analysis of nineteenth century Canadian history.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[1]

Régulation sociale et transition au capitalisme.

*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.*

Table des matières

[Résumé / Abstract](#)

[INTRODUCTION](#) [1]

1. [TRANSITION ET MOUVEMENT HISTORIQUE. QUESTIONS DE THÉORIE ET DE MÉTHODE](#) [2]
 - A. [Questions de méthode : l'analyse du mouvement historique](#) [3]
 - B. [Questions de théorie : les concepts et les niveaux d'appréhension du réel historique](#) [12]
 - C. [Approche de la transition](#) [19]

2. [MODE DE PRODUCTION FÉODAL, RÉGULATION ET ACCMULATION](#) [20]
 - A. [Logique et dynamique du mode de production féodal](#) [21]
 - B. [Diversité et unité des formes sociales en MPF](#) [22]
 - C. [Circulation et accumulation en MPF](#) [29]
 - D. [Pour une approche systématique et globale de la régulation féodale et de ses contradictions spécifiques](#) [31]

3. [LES CONDITIONS DE DESINTÉGRATION DU MPF](#) [34]
 - A. [Dynamique des crises féodales et points de rupture](#) [34]
 - B. [La grande crise de 1780-1830 : Éléments structurels et effets de conjoncture](#) [38]

4. [LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE COMME TYPE SPÉCIFIQUE/HISTORIQUE DE RÉGULATION](#) [50]

A. [La question des conditions de mise en place](#) [50]

B. [Une logique d'accumulation et de régulation](#) [53]

[CONCLUSION](#) [54]

[NOTES](#) [58]

[BIBLIOGRAPHIE](#) [66]

[1]

Régulation sociale et transition au capitalisme.

*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.*

INTRODUCTION

En guise d'avertissement

[Retour à la table des matières](#)

Le présent texte est un essai sous forme de mise au point théorique et méthodologique. Il constitue, pour moi, une étape nécessaire dans la tâche d'appréhension du réel historique. La méthode d'exposition ne correspond évidemment pas à l'expérience vécue de l'auteur. Elle risque en fait, et J'en suis conscient, de donner l'impression qu'une démarche purement formelle a eu lieu, que la préséance est donnée à l'abstrait sur le réel, au théorique sur le pratique, au modèle sur l'analyse empirique. Tel n'est pourtant pas le cas. Dans le va-et-vient incessant entre la matière empirique et la réflexion théorique, une place centrale doit être attribuée à ces Sans-culottes parisiens de 1793, à ces pauvres et ces criminels québécois des années 1820, à ces législateurs canadiens de 1840. C'est le contact quotidien avec ces faits têtus, avec les témoignages laissés par ces hommes et ces femmes qui m'a contraint à la relecture du mouvement historique amorcée dans ce texte. L'analyse qui va suivre est donc à la fois une réflexion théorique, une mise au point méthodologique et une approche du processus global de transition au capitalisme. La remise en question de quelques concepts d'analyse, la critique de certains réflexes méthodologiques et le retour sur l'interprétation de la transition me semblent essentiels à l'avancement du matérialisme historique ¹ dans le contexte actuel. L'analyse

¹ Le matérialisme historique est Ici conçu comme un mode scientifique d'appréhension du réel possédant une autonomie relative dans le champ de la pen-

historique de la transition au capitalisme au Québec appelle de toute urgence, selon moi, une remise en question radicale. Dans les pages qui suivront, cette remise en question portera sur quatre éléments fondamentaux de l'analyse :

[2]

- 1 La question des instruments théoriques et de la méthodologie utilisés.
2. La façon de concevoir les ensembles sociaux dits "précapitalistes".
3. Le problème des conditions de désintégration du mode de production féodal.
4. L'appréhension du mode de production capitaliste comme modèle d'accumulation et type de régulation.

Dans les limites restreintes assignées à ce texte, il s'agira tout au plus, j'en suis bien conscient, de lancer quelques jalons d'analyse pour une recherche future sur la transition. Ces quelques mises au point, même sommaires, doivent donc être vues à la fois comme une contribution et un appel au renouvellement de la réflexion sur notre histoire et notre présent.

sée contemporaine. Il possède trois dimensions constitutives, dialectiquement liées : un ensemble cohérent de concepts opérationnels, une approche spécifique de la dynamique des structures et du temps, une critique radicale du système actuel.

[2]

Régulation sociale et transition au capitalisme.

*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.*

Chapitre 1

Transition et mouvement historique. Question de théorie et de méthode.

[Retour à la table des matières](#)

Le débat sur la transition au capitalisme, en tant que question historiographique, est unique à bien des points de vue.

- D'abord par son caractère mondial, tant en ce qui concerne les interlocuteurs que l'aire géographique de l'analyse.
- Ensuite par sa richesse théorique : il met à contribution une réflexion sur les structures sociales, une approche de la dynamique temporelle dans un contexte de mutation globale d'un mode de production.
- Enfin par son importance politique : en filigrane à toute approche de la transition on retrouve, plus ou moins explicitement, une conception des stratégies de changement social et une définition des caractères et des limites du système social actuel.

[3]

En somme, le débat sur la transition est ce lieu privilégié où se révèlent toute la richesse et toutes les carences de l'analyse matérialiste du réel-historique, autant au plan de la méthode d'analyse qu'à celui des Instruments conceptuels utilisés.

A. Questions de méthode : l'analyse du mouvement historique

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la transition comme mouvement historique rencontre trois écueils méthodologiques, qui se manifestent avec plus ou moins de virulence dans la plupart des travaux qui y sont consacrés. Ces carences tiennent à l'utilisation des travaux historiques accessibles, à la conception du temps sous-jacente et à la méthode d'approche synchronique.

1. De l'utilisation de l'historiographie...

Ouvrons ce grand classique de l'analyse de la transition qu'est le volume de M. Dobb, *Étude sur le développement du capitalisme*, et regardons son appareil de référence. On y retrouvera une "division des tâches" vite devenue norme-standard : à Marx, Engels, Lénine, Gramsci la réflexion théorique, et au reste des historiens le repérage des "faits" historiques qui viennent confirmer le modèle. Ceux ou celles qui attribueraient ce procédé au fait que le livre de Dobb date déjà de 40 ans n'auront qu'à consulter Brenner (1982), Wallerstein (1980, 1984) ou Bourque et Légaré (1979). Il s'agit en fait d'une procédure méthodologique omniprésente dans les travaux marxistes en histoire. Elle peut certes avoir l'avantage de permettre une critique de l'historiographie libérale, mais elle témoigne aussi d'un grave problème méthodologique.

[4]

En effet, à moins de supposer que le travail d'analyse historique n'est qu'un processus d'extraction et de raffinage du "fait" brut - supposition positiviste que le matérialisme historique s'est toujours attaché à nier ² -, il est évident que le produit issu d'une problématique

² Voir, entre autres, Topolski (1976), Schaff (1971), Bertrand (1979), Vilar (1982) et McLennan (1981).

empiriste libérale ne peut être utilisé sans réserve ³. Il ne s'agit pas ici de jeter l'anathème sur la production de connaissances de type libéral, ou de nier son utilité, mais de reconnaître que le recours systématique et Indiscriminé à ce corpus scientifique a contribué à Infléchir, en général de façon néfaste, la problématique d'analyse radicale du mouvement historique. Tout se passe comme si le vaste corpus de recherches empiriques en histoire servait de faire-valoir obligé à une réflexion marxiste se situant à un niveau supérieur d'abstraction. Or une simple réinterprétation radicale des faits "découverts" par les historiens libéraux ⁴ apparaît comme un palliatif tout à fait insuffisant, pouvant même prêter à confusion ⁵. Il ne s'agit pas de minimiser l'impact qu'ont pu avoir sur la recherche les réinterprétations radicales d'analystes comme Dobb, Polanyi, Rushe et Kirchelmer, Althusser, Habermas et, au Québec, Ryerson, Bourque, etc. ; il s'agit, plus simplement, de replacer leur contribution dans le contexte difficile de leur production, et d'en tirer les Implications qui s'imposent en vue d'un développement de l'approche critique.

Dans ce contexte, certains développements au cours des quinze dernières années apparaissent particulièrement importants. On a assisté à la mise en chantier d'entreprises de recherche fondamentale en histoire, inspirées explicitement d'une problématique matérialiste, et permettant de disposer d'un matériel d'analyse beaucoup plus conforme à notre questionnement ⁶. On peut difficilement exagérer l'im-

³ On en a un magnifique exemple, dans l'historiographie québécoise, avec le débat sur la crise agricole au Bas-Canada. Comparer, par exemple, les analyses de Hamelin et Ouellet (1963), Paquet et Wallot (1972), Séguin (1979), McInnis (1982), McCallum (1980), avec celle de Courville (1980).

⁴ Précisons que je caractérise c=e "libérale" toute approche s'inspirant d'une problématique positiviste, fonctionnaliste, systémiste ou recourant de façon éclectique à ces ensembles théoriques. Il est évident que cette caractérisation appelle de multiples nuances et distinctions qu'il m'est impossible de faire dans l'espace qui m'est alloué ici.

⁵ Au Québec, le meilleur exemple de cette procédure douteuse est Monière (1977). Voir aussi Bourque (1970).

⁶ On en trouvera quelques ex M les avec Bois (1976), Delorme et André (1983), Horwitz (1977), Kriedte et al. (1981). Dans le cas de l'historiographie québécoise et canadienne, on peut citer les travaux de Dechêne (1974) et Naylor (1975). Ce mouvement a eu évidemment des "précurseurs" célèbres chez Vilar, Soboul, Hill, Thompson, Hobsbawn, notamment.

portance de cet aspect assez méconnu de la trop fameuse "crise du marxisme" : Il s'agit d'une rupture qualitative de grande envergure, qui a eu comme [5] effet dialectique d'ébranler certaines certitudes de l'orthodoxie marxiste tout en mettant en place les conditions d'un développement élargi des recherches.

Ce renouvellement de la recherche marxiste fondamentale en histoire, cette confrontation directe avec les sources primaires, même si elle est loin de faire l'unanimité ⁷, s'avère la seule issue aux limites inhérentes à une réflexion théorique trop dépendante d'analyses empiriques qui lui sont étrangères. La recherche de type matérialiste doit, en somme, se donner les moyens de production adéquats à une démarche analytique approfondie.

2. L'avatar téléologique

Cependant, les problèmes de méthodes ne se limitent pas aux conditions de production d'une historiographie matérialiste. L'analyse systématique du mouvement historique nous oblige aussi à une remise en question radicale de la temporalité. À ce propos, on retrouve déjà chez Marx une conception double, et contradictoire, du temps. D'une part, il y a un temps du Capital, temps rythmé par les cycles d'accumulation et ses effets sociopolitiques, temps unitaire où la logique sous-jacente du mode de production capitaliste se reproduit en bouleversant les conditions sociales de sa dominance. D'autre part, on retrouve aussi chez Marx un temps traditionnel, celui de l'Histoire, lent déroulement chronologique marqué de ruptures, sorte de fleuve temporel où coulent avec lenteur les différents modes de production "pré-capitalistes" ⁸. Cette dernière conception du temps - encore plus évidente chez Engels (1971, 1976) - tient surtout au caractère sommaire de l'analyse marxienne des formations sociales anciennes. On retrouve chez Marx une étude remarquable de la dynamique du mode de production capitaliste (MPC), mais ses développements [6] sur les régimes d'accumulation antérieurs ne sont, au plus, que des réflexions

⁷ Cf. le débat virulent sur le "historicisme" marqué de trois moments majeurs avec Althusser et al. (1968), Hindess et Hirst (1975) et Thompson (1978).

⁸ Voir notamment Marx (1976, 1 : 517-542, et 1980, 1 : 410-452).

plus ou moins sommaires permettant avant tout de poser la question des origines du MPC. Un peu paradoxalement, il faudra attendre les travaux d'Althusser (1968, I : 150-184) pour que soit radicalement remise en question la notion de temps sous-jacente aux écrits "historiques" de Marx. Malheureusement, une telle critique, depuis longtemps nécessaire, n'a abouti qu'à l'importation d'un concept qui ne tardera pas à faire des ravages dans la réflexion marxiste ultérieure : celui de temporalité différentielle ⁹. Depuis lors, l'analyse marxiste ne cesse d'osciller entre ces deux pôles, entre le temps "éclaté" et l'"historicisme". ¹⁰

La conception de temps "différenciés" est en fait un legs du structuralisme et de son rapport ambigu à l'histoire ¹¹. Elle est, dans un premier temps, réaction justifiée à l'évolutionnisme plat de l'histoire positiviste, redécouverte des contradictions à la base des transformations sociales. Mais cette conception induit aussi une confusion majeure dans l'analyse du temps, fondement souvent trop implicite de la pratique historique. La découverte, par l'histoire économique et sociale, de rythmes plus ou moins lents d'évolution de certains phénomènes historiques ("temps" braudélien de la conjoncture et de la structure) ¹² a conduit trop souvent à la conflation méthodologique entre deux réalités distinctes, soit le temps de l'analyse et le temps vécu, perçu. Les rapports, parfois conflictuels, entre rythmes différents de la vie sociale (Pomian 1984) (cycles paysan, religieux, marchand, ouvrier, etc.) sont certes créateurs d'une dynamique sociale spécifique et parfois sources de tension dont l'étude s'avère passionnante ¹³. Les rythmiques différenciées du temps vécu, qui donnent à la synchronie

⁹ L'histoire de ce concept remonte (au moins) aux années 1950, avec l'analyse braudélienne des temps long et court (Braudel 1969). Foucault (1969, 316-231 notamment) lui a donné une vie nouvelle.

¹⁰ Quand elle n'aboutit pas, comme dans un certain post-althusserisme, à la négation pure et simple de l'histoire : "The study of history is not only scientific but also politically valueless. Historical events do not exist and can have no material effectivity in the present. The conditions of existence of present social relations necessarily exist in and are constantly reproduced in the present" (Hindess et Hirst 1975, 312).

¹¹ Pour une critique globale, voir notamment Lefebvre (1971).

¹² Voir notamment Braudel (1969, 41-83).

¹³ À preuve l'extraordinaire analyse des luttes sur le rythme de travail pendant la transition, entreprise par Thompson (1967).

une texture particulière, doivent cependant être radicalement distinguées de la mise en parallèle, dans l'analyse, de durées différentes, soit les fameuses "rivières du temps" de Braudel ¹⁴. La diachronie est [7] ainsi segmentée en filaments plus ou moins longs retraçant l'échelle de durée d'une institution, d'un groupe social, d'une conception du monde ¹⁵. C'est la distinction, dans l'analyse, de ces durées diverses qui constitue le réflexe méthodologique au coeur de la notion de "temporalité différentielle".

L'application abusive de ce "pluralisme" diachronique au déroulement temporel a comme effet de faire éclater l'unité fondamentale du temps comme simultanéité. L'isolement analytique d'une durée spécifique à une structure ou à une institution donnée induit en effet à penser cette unité fondamentale comme juxtaposition de temps, "emboîtement" (Braudel 1969, 76) de durée, articulation différentielle de phénomènes contemporains singularisés par leur durée. En ce sens, la notion de temporalité différentielle ne permet pas de penser l'histoire comme globalité porteuse de sens : elle le éclate irrémédiablement la logique d'ensemble d'une époque donnée en temporalités spécifiques, troquant l'aspiration à comprendre pour la construction à court terme de combinaisons diverses sous couleur de modèles.

De plus, par un retour dialectique étonnant, cette notion aboutit à une systématisation de l'approche téléologique dont elle apparaissait comme l'envers. Unité des extrêmes dont on a un exemple remarquable dans la notion de "bourgeoisie". Le "temps" du capital marchand, celui de la dite "accumulation primitive", s'il est interprété comme temporalité spécifique, devient incompréhensible : en lui attribuant une historicité particulière, on ne peut l'appréhender que comme genèse ; autrement dit, il ne prend sens qu'en tant que précurseur du capital moderne, témoin anonyme et impuissant du jeu truqué des origines. Ce n'est certes pas un hasard si un des principaux tenants de cette notion de temps différenciés, F. Braudel, a finalement abouti

¹⁴ "Une descente selon la pente du temps n'est pensable que sous la forme d'une multiplicité de descentes, selon les diverses et innombrables rivières du temps" (Braudel 1969, 62). Un peu plus loin, il parle "des innombrables routes du temps" (Ibid., 72).

¹⁵ Braudel donne, comme exemple d'une structure de longue durée, le capitalisme marchand, du 14^e au 18^e siècle (Braudel 1969, 53).

à ce modèle d'analyse téléologique qu'est Civilisation matérielle, économie et capitalisme. ¹⁶

[8]

Si la valeur heuristique de la notion de "temporalité différentielle" est nulle, on ne peut pas en dire autant de l'approche téléologique. La quête des origines à la bourgeoisie moderne, le patient repérage des ancêtres, a permis de mieux connaître la place et le rôle de la "bourgeoisie" médiévale tout en nous mettant davantage en mesure de décrire le fonctionnement de la circulation marchande en système féodal. Ceci dit, les limites de cette approche sont vite apparues : en essayant à toute force de faire de ces marchands, du patriciat urbain, la première manifestation des effets immanents du "Capital", on en est arrivé à nier le caractère fondamentalement discontinu de l'évolution historique ¹⁷.

En fait, cette lecture "à reculons" de l'histoire a fortement hypothéqué une bonne partie des travaux sur la transition au capitalisme. L'utilisation indiscriminée du terme "capitaliste", son application a priori à des phénomènes historiques tels les échanges marchands internationaux sous la Renaissance, les manufactures de Colbert, les rapports de production agraire dans l'Angleterre du 18^e siècle ¹⁸ pose, à mon avis, un problème méthodologique central. Une telle analyse repose sur l'hypothèse implicite qu'il puisse exister, dans un ensemble social historiquement déterminé, des rapports spécifiques de produc-

¹⁶ Parmi les trop rares critiques de cette œuvre, voir Howard (1985) (je tiens à remercier Alfred Dubuc pour cette référence). Braudel a récemment systématisé sa pensée théorique dans une série de conférences (Braudel, 1985). La distinction qu'il y fait entre "capitalisme" et "économie de marché" est un bel exemple des effets théoriques de la logique des combinatoires multi-temporelle critiquée ici.

¹⁷ On trouve un excellent exemple de cette procédure chez Wallerstein (1980, 1984, 1985). La confusion théorique provoquée par une conception génétique du capitalisme y prend des proportions inédites. Pour une critique de Wallerstein portant sur d'autres points de méthode, voir surtout les comptes-rendus de Brenner (1977), Dubuc (1977) et Skocpol (1977). Au Québec, la meilleure illustration de la confusion analytique dont il est question ici est constituée par le débat sur la "bourgeoisie" en Nouvelle-France, notamment Hamelin (1960) et Nish (1968).

¹⁸ Voir, respectivement, Wallerstein (1980), Dobb (1971) et Brenner (1976).

tion/reproduction isolables du contexte social où ils apparaissent, et porteurs d'avenir en eux-mêmes. De là à postuler l'existence de classes chargées d'une "mission" ou d'un destin particulier, capables de se soumettre le changement social et d'en tirer les conditions de son hégémonie future, il n'y a qu'un pas trop vite franchi.

La transition au NIPC devient ainsi un processus "lent" et toujours Incomplet. Elle n'est plus rupture fondamentale, mais patiente maturation ; elle n'est plus mutation globale d'une [9] logique sociale d'existence, mais apparition incrémentale d'éléments nouveaux rendant peu à peu obsolète la logique ancienne. Cette histoire au ralenti m'apparaît comme la forme marxiste dévoyée de la notion libérale de "modernisation". Elle enferme dans un scénario déterminé a posteriori cette logique des possibles qu'est l'histoire. On assiste ainsi à la conflation de deux phénomènes différenciés : les termes de dissolution du système social et les conditions d'apparition de celui qui le remplace.

En somme, l'analyse du changement social exige qu'on respecte la cohérence interne contradictoire d'un ensemble social en phase de dissolution, qu'on reconnaisse cette ouverture, même limitée, des possibles qui survient alors, qu'on admette que la destruction d'une logique sociale - par exemple, le féodalisme - entraîne la disparition des classes, de toutes les classes qui la constituent. Et, si l'on reprend l'exemple de notre "bourgeoisie montante" de tantôt, il me semble méthodologiquement plus juste d'analyser les commerçants internationaux, les manufacturiers de Colbert et les fermiers anglais comme une classe en phase de disparition que comme des précurseurs plus ou moins conscients d'un avenir incertain ¹⁹. Ce n'est qu'à ce prix qu'on pourra venir à bout de l'avatar téléologique.

¹⁹ Le débat sur le rôle de la bourgeoisie marchande au Canada, et sur l'impact social de la commercialisation des "produits principaux" "(staples)" illustre très bien ces choix analytiques. Voir Creighton (1956), Faucher (1970), Ouellet (1971). Watkins (1963, 1980), Naylor (1972), MacDonald (1975), Sweeny (1985).

3. Les implications de la synchronie

Les problèmes méthodologiques de l'analyse matérialiste du changement historique ne concernent pas seulement la conception du temps. La prise en compte d'un espace social, de la dimension synchronique des modes sociaux d'existence est, elle aussi, lourde de contradictions. Ici, l'impact du mode de pensée structuraliste est direct. La redécouverte du "système", l'analyse libérale renouvelée de sa dynamique, tant attendue depuis Stuart [10] Mill, a eu deux effets importants sur l'analyse marxiste la remise en question du concept de mode de production et l'apparition de la notion de l'"articulation" des modes de production.

Ce dernier concept ²⁰ est, dans l'analyse marxiste, l'équivalent synchronique de la notion diachronique de "temporalité différentielle" analysée plus haut. On le retrouve à l'état plus ou moins "pur" dans nombre d'analyse de la transition, particulièrement lorsqu'il est question des rapports entre centre et périphérie ²¹. Il s'agit en fait d'un recul manifeste dans l'effort constant d'histoire globale qu'est le matérialisme historique. Par le biais de l'introduction de ce concept, on a assisté au développement, au sein du marxisme, d'une logique de juxtaposition primaire dans l'analyse de la diversité sociale. Un système social vu comme une combinatoire d'éléments - chacun ayant évidemment sa temporalité spécifique - est de l'ordre de la description, non de l'analyse. La réduction du concept de mode de production à une dimension particulière d'un ensemble social ouvre la porte à une construction purement empirique des diverses façons de produire ou d'échanger. Cette vision typiquement économiste ²² du mode de pro-

²⁰ On peut retrouver les étapes de formation de ce concept, notamment, chez Althusser et al. (1968), Poulantzas (1968), Roy (1973). Pour un bilan, voir Foster-Carter (1978).

²¹ Notamment Laclau (1977) et Roy (1971). Mis voir aussi la critique de Banaji (1977).

²² "Économiste" est ici entendu non pas au sens donné à cette école de pensée marxiste, l'"économisme", qui a fait l'objet, notamment, des critiques d'Althusser (1968), mais au sens plus restreint d'un choix méthodologique qui

duction a donné lieu à une véritable Inflation conceptuelle, à la "découverte" d'une infinité de modes de production : esclavagiste, domestique, colonial, proto-industriel, paysan, etc., etc. ²³.

Cette conception éclatée de la logique synchronique d'une formation sociale nous empêche de penser les formes contradictoires d'intégration d'une façon de produire, d'un rapport social, à la logique d'ensemble qui les détermine ²⁴.

À titre d'exemple, analysons brièvement le rapport propriétaire foncier - fermier - travailleur agricole dans l'Angleterre du 18^e siècle ²⁵. Il s'agit d'un rapport salarial (travailleur/fermier) de production pour le marché, médiatisé par [11] le rapport monnaie/prix, et soumis à l'extraction de la rente foncière (propriétaire/fermier). On décrit constamment cet ensemble productif comme "capitaliste", allant même jusqu'à en faire la condition sine qua non de la transition (Bairoch 1974, Brenner 1982). On voit tout de suite, en filigrane, le postulat Implicite : un rapport de production spécifique est "capitaliste" lorsqu'il utilise la force de travail salariée et lorsqu'il est soumis aux conditions de mise en marché d'un produit particulier. La simple extension de ce rapport provoque une dynamique de prolétarianisation/commercialisation qui bouleverse la logique sociale environnante et "accouche" d'une société nouvelle ...

Le réflexe ultime est de définir ce rapport spécifique en tant que mode de production, ce qui nous oblige finalement à poser le problème en terme d'"articulation". La contradiction entre l'agriculture commercialisée comme forme productive, les rapports traditionnels de

privé l'organisation économique de la production et d'échange comme élément moteur de distinction et d'explication.

²³ C'est ainsi qu'on a vu apparaître dans l'historiographie canadienne le fameux MPPP (mode de production des petits producteurs) (Bourque 1970, Monière 1977). Voir les contributions plus nuancées de Johnson (1981) et Chevalier (1982).

²⁴ On n'a pas assez remarqué à quel point l'assignation du capital marchand, au Bas-Canada, à un "autre" mode de production aboutit à reprendre en termes "marxistes" l'analyse de Creighton (1956). Voir par exemple Bernier (1980) et la critique - assez ambiguë - de Couture (1986).

²⁵ La littérature sur ce point capital est énorme. Je me contenterai ici de référer à Brenner (1976, 1982), Postan et Hatcher (1978), Croot et Parker (1978), Cooper (1978), Martin (1983), Tribe (1978), Bezbakh (1983), Bairoch (1974).

pouvoir, le cadre légal ancien, la socialisation communautaire des groupes paysans est ainsi analysée sur le mode de l'incompatibilité entre formes sociales d'existence. Cette dynamique d'externalité entre les éléments synchroniques d'une formation sociale rend Impossible l'analyse de la cohérence du système social, et empêche en même temps de comprendre pourquoi ce rapport spécifique entre propriétaire-fermier-travailleur agricole sera détruit lors de la transition au capitalisme ²⁶.

Éternel cul-de-sac de la recherche des genèses, et d'une segmentation artificielle et mécanique de la logique synchronique des formations sociales, à la source de tous les raccourcis dogmatiques comme de toutes les soi-disantes "lois" du changement social ²⁷.

L'utilisation indiscriminée de l'historiographie libérale, l'approche téléologique du changement social, la particularisation abusive des éléments d'un ensemble social à un moment donné apparaissent donc comme trois obstacles méthodologiques [12] majeurs, trop souvent générateurs de pseudo-concepts d'une utilité plus que douteuse. Ces écueils une fois écartés, la tâche d'analyse n'en reste pas moins énorme, et des questions théoriques cruciales se posent.

²⁶ Entre 1790 et 1850, la destruction du rapport salarial ancien (introduction du salaire hebdomadaire en remplacement de l'engagement annuel), la systématisation des "enclosures", la concentration accélérée des terres, l'abolition des "Corn Laws" bouleversent l'agriculture anglaise en l'intégrant au mode de production capitaliste. Pour un bref résumé de ces transformations, voir Hobsbawm (1968, 97-108).

²⁷ "Loi" de la modernisation ou celle voulant qu'un "organisme" social voit se développer en son sein un "corps" étranger amenant sa crise finale - ici la bourgeoisie, là le prolétariat...

B. Questions de théorie : les concepts et les niveaux d'appréhension du réel historique

[Retour à la table des matières](#)

Le développement de la recherche empirique marxiste au cours des quinze dernières années a eu trois effets principaux sur la réflexion théorique

- La complexité et la variété inouïe des formes d'existence sociale, des modalités d'organisation des rapports de production, des modes d'insertion de forces productives dans la régulation sociale d'ensemble, a remis en question le statut théorique des concepts de mode de production et de formation sociale.
- La redécouverte de l'efficacité propre des rapports politiques, des normes culturelles, des types de représentation sur la production des moyens d'existence a contraint les analystes à réinterpréter la notion de détermination économique.
- Dans le même mouvement, certains concepts marxistes, centraux à l'analyse orthodoxe de la transition, semblent avoir perdu de leur pertinence : il en est ainsi, par exemple, des notions d' "accumulation primitive" et de "capital marchand".

Je me permettrai d'élaborer un peu sur ces trois points.

1. Mode de production et formation sociale

Déjà chez Marx, ces concepts fondamentaux du matérialisme historique revêtent des sens très divers²⁸. Le développement de la recherche et l'influence structuraliste contribueront, au [13] cours des années 60, à relancer le débat²⁹. Celui-ci porte essentiellement sur le statut théorique et le degré d'abstraction de ces deux concepts.

Ainsi, si l'on entend par "mode de production" une combinaison spécifique de rapports de production et de forces productives permettant un type déterminé de production et d'exploitation, on aboutit à une version "économiste" de ce concept, dans la mesure où dans un espace social donné, plusieurs types différents de ces combinaisons peuvent apparaître (Hindess et Hirst 1975). On débouche ainsi sur la problématique des multiples "articulations" telle que critiquée plus haut.

À l'inverse, une conception globalisante du mode de production (Bois 1976) comme logique sociale à l'œuvre dans une société donnée risque de devenir une abstraction hégélienne ou un "type-idéal" weberien.

De la même façon le concept de "formation sociale" a été vu soit comme une combinaison spécifique de modes de production, soit comme la réalisation "empirique", dans un espace donné, d'un mode de production.

Les choix théoriques à l'œuvre dans ces diverses interprétations ne peuvent être réduits à de simples spéculations abstraites. Il s'agit de se donner des instruments pertinents et efficaces de prise en charge et d'analyse du réel historique. À cette fin, l'élaboration de méta-concepts à valeur heuristique minimale apparaît comme une procédure

²⁸ Voir Labica (1982, 377-380 et 587-592).

²⁹ Outre les travaux althussériens cités plus haut, voir Gallissot (1974), Pelletier et Goblot (1973), Bertrand (1979), Godelier (1981), Banaji (1977), Vidal (1970), Hindess et Hirst (1977), Cook (1977), Foster-Carter (1978), Resnick et Wolff (1979), Société d'études du féodalisme (1978). Pour une bibliographie récente fort utile, voir Létourneau (1985).

essentielle ³⁰ amenant tout un ensemble de choix théoriques. Ces choix théoriques conditionnent en fait une pratique de recherche, et doivent par là même être explicités.

[14]

j'ai déjà indiqué les inconvénients méthodologiques d'une conception trop restreinte, abusivement réifiée du concept de mode de production. Il m'apparaît essentiel de définir un mode de production comme une totalité cohérente, comme un ensemble intégré de principes d'organisation ³¹ à l'œuvre dans ces espaces sociaux délimités que sont les formations sociales. En d'autres termes, un mode de production est une abstraction théorique - "méta-concept" - de niveau défini qui exprime l'efficace propre d'un type donné d'organisation sociale, c'est-à-dire un ensemble dynamique de rapports économiques, sociaux et institutionnels qui se matérialisent dans un espace déterminé qu'on appellera "formation sociale".

Les principes d'organisation sociale constitutifs d'un mode de production déterminent ainsi un type particulier de production de l'existence sociale ³². On ne peut donc concevoir un mode de production, comme catégorie analytique, que si sont prises en compte, dans un ensemble dialectique, toutes les formes sociales, les modes de normalisation/socialisation, les rapports sociaux et techniques de production, les règles et critères de distribution du produit social, les normes de consommation et les types de représentation idéologiques et culturelles. Chaque mode de production connaît une dynamique spéci-

³⁰ Nous entendons Ici par "méta-concept" un instrument d'analyse qui permet de saisir une réalité à son niveau d'abstraction le plus élevé, souvent d'ordre trans-historique. Les concepts de mode de production, de formation sociale, de rapports de production, de force productive et, comme nous le suggérons, de régulation, jouent un tel rôle au sein du matérialisme historique. Notons que l'utilisation d'un tel ordre de concept est une procédure constitutive des sciences humaines. Tout(e) historien(ne) qui parle de "société", d'"ordre", de "groupe", de "mentalité" ne fait rien d'autre que de mettre en œuvre de tels méta-concepts, même si sa démarche ressemble trop souvent à la prose de M. Jourdain ...

³¹ Au sens qu'Habermas (1975, 7) donne à ce terme.

³² On pourrait aussi parler, avec D. Bertaux (1977), de "production anthroponomique".

fique³³ de construction/déconstruction de ces dimensions diverses de l'existence sociale. Et c'est l'analyse de cette dynamique qui nous amène au concept de régulation.

2. Régulation sociale et détermination de l' "économique"

Les développements des dernières années ont rendu encore plus obsolète l'"économisme" Inhérent à une bonne partie de l'historiographie marxiste.

[15]

Il ne s'agit évidemment pas de nier l'importance cruciale des modalités par lesquelles une société produit et reproduit les conditions de son existence. Ce qui est en cause, c'est la validité heuristique de la notion d'"économie" comme catégorie analytique trans-historique. La combinatoire des "niveaux" de la réalité sociale (politique-économique- idéologique) est le dernier avatar des multiples tentatives faites pour renflouer cette catégorie³⁴.

Le concept de régulation³⁵ est avant tout une réaction à cette logique artificielle de combinatoire en niveau. Il apparaît avant tout comme un effort pour analyser la dynamique des rapports sociaux à l'œuvre dans un mode de production. Tout se passe comme si un mode de production, comme principe d'organisation, Instituait un espace de

³³ Dans ce contexte, les tentatives de Kula (1970), Bois (1976), Guerreau (1980) et Gourevitch (1983) de retrouver la logique propre et les lois de fonctionnement du mode de production féodal revêtent une importance centrale.

³⁴ Cette logique de combinatoire, on l'aura deviné à la lecture des pages précédentes, n'est pas spécifique au "structuro-marxisme". Qu'on en juge plutôt "Toute société dense se décompose en plusieurs "ensembles" l'économique, la politique, le culturel, le social hiérarchique. L'économique ne se comprendra qu'en liaison avec les autres "ensembles", s'y dispersant mais aussi ouvrant ses portes aux voisins. Il y a action, interaction. Cette forme particulière et partielle de l'économique qu'est le capitalisme ne s'expliquera pleinement qu'à la lumière de ces voisinages et de ces empiètements : il achèvera d'y prendre son vrai visage" (Braudel 1985, 67-68).
(Les soulignés sont de moi).

³⁵ L'élaboration théorique de ce concept a été faite notamment par Aglietta (1982), Lipietz (1979) et Boyer (1979).

détermination, un ensemble de conditions de possibilité, une dynamique de sélectivité, une configuration spécifique de choix. La détermination de ces limites spécifiques à une logique sociale d'organisation, loin de figer la réalité sociale comme simple reproduction du même au sein d'un mode de production, permet au contraire d'analyser de façon plus systématique la dynamique propre de développement de ce dernier. Cette dynamique est justement saisie comme régulation, soit la mise en rapport toujours conflictuelle et la recomposition constante des formes sociales générées au sein du mode de production. La régulation est donc un mode particulier de destruction/reconstruction des rapports constitutifs d'un mode de production donné. Elle peut être saisie de trois façons différentes, selon le choix théorique assumé :

- La régulation peut être perçue comme retour au même, équilibre rétabli, ou réaffirmation d'une logique immanente et atemporelle d'organisation sociale. C'est le sens que lui donne, notamment, l'approche systémiste.

[16]

- Dans une optique plus volontariste, la régulation peut aussi être vue comme une procédure de maintien d'une forme quelconque de consensus, comme un processus de soumission ou d'adhésion à un ordre donné. Cette acception particulière de la régulation est à la base de beaucoup de travaux sur le "contrôle social".
- Enfin, le concept de régulation peut être saisi comme dialectique de changement, s'attachant à analyser la dynamique constante de défi et de débordement qui caractérise l'organisation sociale. Elle s'efforce de saisir le changement non pas comme maladie ou désordre, mais comme forme constitutive de l'existence sociale. Un type défini de régulation trace donc les contours de la dynamique d'évolution d'un mode de production. C'est en ce sens qu'on parlera, ici, de "mode de régulation" ³⁶.

³⁶ On aura compris que le concept de régulation a Ici le statut d'un méta-concept applicable à plusieurs types d'organisation sociale. Le fait qu'il n'ait été utilisé systématiquement, jusqu'ici, que par rapport au mode de production capitaliste n'implique aucunement que sa valeur heuristique soit confinée à ce bref mo-

Ainsi, les principes d'organisation qui donnent son efficace propre à un mode de production donné déterminent aussi une logique parti culière de régulation. Par exemple, le mode de production capitaliste, comme dynamique de production, logique de marché et forme politique, laisse place à la création de formes sociales très variées, au long des ruptures et recompositions diverses qu'il génère. Il détermine donc un espace de conflit dont les frontières sont perpétuellement fragilisées, et qui remet constamment en question l'organisation productive, la logique de marché et l'institutionnalisation démocratique qui sont à son fondement. J'y reviendrai.

3. Accumulation primitive et capital marchand

Les concepts d'accumulation primitive et de capital marchand, d'un usage généralisé dans l'analyse de la transition, apparaissent comme des constructions théoriques de moins en moins aptes à rendre compte d'un processus fondamental au mode de production féodal, soit l'accumulation monétaire Issue des échanges marchands. Parler d'accumulation "primitive" en cette matière, malgré toutes les précautions oratoires, implique qu'on puisse expliquer les types d'accumulation (primitive/capitaliste) en les comparant. Plus encore, ce concept postule implicitement une continuité dans les processus d'accumulation, continuité attribuable à l'isomorphisme des différents modes d'enrichissement [17] (richesse monétaire Issue de l'échange marchand)³⁷. On retrouve, Ici encore, cette procédure téléologique, analysée plus haut, qui empêche une analyse systématique des modes d'intégration de l'accumulation à la logique sociale féodale.

De même, la référence omniprésente au "capital" marchand est un procédé théoriquement fort ambigu. Veut-on dire par là que la partie non thésaurisée des profits de la classe marchande, "Investie" de quelque façon que ce soit, devient "capital" ? C'est nier alors que le

ment de l'histoire humaine : Il dénote seul "nt le caractère préliminaire et incomplet de son élaboration.

³⁷ On retrouve le même isomorphisme entre l'État absolutiste et l'État capitaliste. Voir Anderson (1978).

capital est avant tout un rapport social demandant des conditions spécifiques de réalisation, conditions non seulement "économiques", mais aussi politiques, légales et culturelles. L'extension du concept historiquement déterminé de capital à des conditions sociales qui lui sont étrangères ne fait que créer un flou théorique ouvert à toutes les généralisations comme à tous les anachronismes ³⁸.

Ce confusionnisme théorique est à l'œuvre, par exemple, dans l'analyse de la bourgeoisie marchande et de son "capital", au Bas-Canada. Le lien organique qui lie les marchands anglais et l'administration coloniale ne peut être compris si on identifie la richesse marchande comme force "progressiste" qui contribue à miner de l'intérieur les classes "traditionnelles" ³⁹.

Nous parlerons donc, dans ce texte, de régime d'accumulation marchande ou féodale pour décrire les processus d'enrichissement et d'"investissement" propres au mode de production féodal.

En fin de compte, le statut théorique et l'agencement des concepts d'analyse, les possibilités nouvelles que nous ouvre l'interrogation sur les régulations, le besoin de remettre en question certains concepts "classiques" ne sont que quelques-uns des éléments d'une stratégie nécessaire de "relance" théorique de l'analyse matérialiste (voir encadré 1).

³⁸ Deux exemples patents : Gunder Frank (1977) et Wallerstein (1980, 1984, 1985).

³⁹ C'est bien sûr l'interprétation de l'école Creighton-Ouellet, renforcée par Bernier (1981a, 1981b). Voir cependant la brusque - et intéressante - volte-face de ce dernier (Bernier et Salée, 1982), curieusement négligée par Couture (1986).

[18]

ENCADRÉ 1**Théorie et empirisme**

Quelle est la place de la théorie dans notre pratique de recherche ? La question se pose avec une particulière acuité dans le cas de la recherche historique, étant donné la nature particulière de son "champ" et de ses sources. Marx disait que le fait "concret" est le point focal d'un réseau de multiples déterminations. Un certain marxisme en a conclu à une Irréductibilité radicale entre abstraction historique et fait concret (Hindess et Hirst 1975). Pour d'autres, le passage malaisé entre le cadre théorique et la "preuve" empirique est résolu dans la procédure d'exposition. Quelle analyse matérialiste ne commence pas par le sempiternel "chapitre théorique" ? Tellement que je soupçonne nos historiens libéraux de nous lire - car Ils nous lisent ! - à partir de la page 50. À l'inverse, leur lecture, le cas échéant, de nos 50 premières pages les excède tellement - je connais au moins un cas de ce type... - qu'elle les empêche de lire le reste Intelligemment !

...

En somme, le statut de la théorie fait problème dans la mesure où nous acceptons comme une nécessité le contact direct avec les sources historiques. Dire que la recherche impose un va-et-vient constant entre abstraction et concret nous avance peu si on ne clarifie pas l'"économie" de ce procédé. Faut-il, par exemple, postuler une "logique" rigide de constitution des sources *, logique qui limite la construction du concret-de-pensée aux déterminations précises de constitution de ces sources ? La documentation historique a certes un caractère "accidentel" qui rend difficile son analyse systématique. Mais les limites inhérentes à cette caractéristique ne doivent pas déterminer notre questionnement. La lecture du réel que nous faisons est toujours un processus double : la prise en compte d'un témoignage historique implique à la fois une lecture sélective, toujours "informée" théoriquement, et un bouleversement de ces critères de sélection par ce que nous dit le témoignage.

En ce sens, l'opposition entre théorie et empirisme est fautive et porte à confusion. L'analyse est toujours une construction fragile, construction partiellement déterminée par les moyens mis en œuvre pour sa production. Sa "validité" tient

* C'est la position de Sweeny (1986), dans un texte manuscrit fort intéressant qu'il a eu la gentillesse de me faire parvenir. Précisons que je partage entièrement son appel à la rigueur dans l'utilisation des sources, même si je reste très sceptique sur le caractère généralisable des mises en garde qu'il fait à propos d'une série documentaire spécifique (les actes notariés).

moins à l'aspect plus ou moins concret des "faits" pris en compte qu'à sa pertinence heuristique. Et cette pertinence elle-même est déterminée par le caractère systématique des rapports mis à jour entre les différentes réalités. Par exemple, si l'analyse que fait Marx du processus d'accumulation primitive apparaît d'une validité douteuse, ce n'est pas tant parce qu'elle ne tient pas compte des "faits", mais parce qu'elle empêche, à terme, que soit établi un rapport cohérent et révélateur entre circulation marchande et mode de production féodal.

En somme un travail empirique, c'est-à-dire une démarche qu'intègre dans son cheminement la prise en considération de faits concrets spécifiques, est donc un type particulier de travail théorique, au même titre, disons, qu'une démarche d'analyse formelle sur les conditions de possibilité et les implications de la monnaie. À l'opposé, nous qualifierons d'"empirisme" un procédé analytique qui nie le caractère déterminant de la procédure d'abstraction et considère le travail scientifique comme une simple entreprise de "révélation" du fait brut. En ce sens, on peut considérer le présent travail comme une analyse théorique de type empirique.

[19]

Nous avons le choix de considérer les développements scientifiques des quinze dernières années soit comme un simple ajout au "corpus" marxiste, un processus de croissance linéaire du "capital" de savoir issu du matérialisme historique, soit comme un saut qualitatif, une rupture épistémologique qui met en place les éléments d'une révolution majeure de l'analyse comme de la pratique. On aura compris que c'est cette deuxième option qui est choisie ici : le marxisme lui-même ne peut être à l'abri de sa propre logique, une logique de mouvement et de rupture.

C. Approche de la transition

[Retour à la table des matières](#)

En tenant compte des remarques qui viennent d'être faites, on pourrait définir la transition comme un brusque processus de mutation de la logique globale de régulation d'un ensemble social, mutation qui marque le passage à un autre mode de production comme déterminant

des rapports sociaux. Avant d'entreprendre l'analyse, trois remarques préliminaires doivent être faites :

- La transition est une coupure, une rupture radicale qui se manifeste par l'éclatement d'une crise sociale de grande ampleur. Elle est l'affaire de quelques décennies tout au plus. En Europe occidentale, y compris l'Angleterre, et en Amérique du Nord, nous posons que ce processus se produit des années 1810-1820 aux années 1870-1880 ⁴⁰.
- La transition est un processus global, totalisant. Elle bouleverse radicalement toutes les dimensions de l'existence sociale - production, circulation, consommation, pouvoir politique, rapports femmes/hommes, Institutions, représentations, modes d'exploitation, culture, sciences, etc.
- La transition n'implique aucune nécessité d'ordre téléologique. Rien ne permet de postuler un passage lié, mécanique, à un mode de production spécifique. Ceci veut dire qu'il est nécessaire, pour la comprendre, d'analyser la dynamique Interne des modes de production et types de régulation en cause, avant de pouvoir comprendre, dans un second temps, la dynamique particulière de passage de l'un à l'autre.

⁴⁰ Considérer la transition comme une rupture brutale, se situant dans un laps de temps relativement court, implique-t-il qu'on doit la considérer nécessairement comme une révolution ? Ce sera le cas si on définit comme "révolution" tout changement rapide, mais on fait alors de ce terme un usage tellement flou qu'il perd tout contenu pertinent ("révolution" française, "révolution" industrielle, "révolution" des transports, "révolution" technologique, etc.). Il nous apparaît beaucoup plus pertinent de restreindre le sens de cette notion à ces "rapid, basic transformations of a society's state and class structures ; (...) they are accompanied and in part carried through by class-based revolts from below" (Skocpol, 1974, 4).

[20]

Ces thèses étant posées, nous pouvons maintenant aborder les trois aspects principaux d'une analyse de la transition, soit la question de la régulation féodale, ses conditions de désintégration et les éléments majeurs de régulation en mode de production capitaliste.

[20]

Régulation sociale et transition au capitalisme.*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.*

Chapitre 2

Nom de production féodal, régulation et accumulation

[Retour à la table des matières](#)

La notion de féodalisme ⁴¹ est loin de faire l'unanimité chez les historiens(nes). La définition qui en est faite détermine fortement son cadre chronologique d'application ⁴². Mais qu'on en donne une définition fermée ou ouverte (Moles 1976, 19-20), l'essentiel, dans un premier temps, est de poser la nécessité d'une analyse systématique du féodalisme en tant que tel. Le mode de production féodal a sa dynamique propre, une cohérence et des contradictions internes, un rythme spécifique de développement dont il est nécessaire de rendre compte. Les recherches sur la transition regroupent trop souvent sous le qualificatif anti-scientifique de "pré-capitaliste" un ensemble disparate de formes sociales "antérieures" dont on postule plus ou moins implicitement le caractère statique ⁴³. C'est une des carences majeures des études sur la "modernisation", où l'opposition "traditionnel le/moderne" est une formule passe-partout permettant de faire l'éco-

⁴¹ Dans ce texte, "féodalisme" et "mode de production féodal" (MPF) sont considérés comme synonymes.

⁴² Voir Boutruche (1968, 12-28) et la critique fort pertinente de Guerreau (1980).

⁴³ Voir par exemple la contribution de Sweezy dans Dobb et Sweezy (1977, 45-78).

nomie des conditions contrastées de passage à la modernité ⁴⁴. On devra donc insister sur le fait que le féodalisme possède une dynamique propre (A), une diversité spécifique de formes sociales (B) et un type particulier d'accumulation (C).

[21]

A. Logique et dynamique du mode de production féodal

[Retour à la table des matières](#)

"Il n'est plus possible d'ignorer que la vie économique d'une société, fut-elle médiévale, est une réalité cohérente dont on peut et doit déchiffrer les règles de fonctionnement" (Bois 1976, 349). "Il faut chercher une logique globale et cesser de s'imaginer, par exemple, que la variation d'un taux de prélèvement permettrait d'expliquer toute l'évolution du système féodal" (Guerreau 1980, 200).

Ces deux positions de principe forment les contours d'un projet d'une Importance fondamentale. La recherche d'une logique et d'une dynamique propre au mode de production féodal n'est pas une coquetterie d'historien, un réflexe d'antiquaire, mais un choix méthodologique explicite, d'une portée théorique considérable. Elle constitue le premier moment d'une analyse scientifique des sociétés dites "pré-capitalistes". Le féodalisme est une forme d'organisation sociale spécifique dans l'espace et dans le temps.

- Spécifique dans l'espace on retrouve le type de régulation caractéristique du MPF en Europe et dans les colonies de peuplement américaines, Issues de l'expansion du 16^e siècle, ainsi qu'au Japon (Takahashi 1977). Dans l'espace mondial, le système féodal entretient des rapports complexes avec le système tributaire - ou

⁴⁴ Au Québec, cette approche a connu son heure de gloire dans les années 50 et 60 avec, entre autres, Falardeau (1971), Guindon (1971), Rioux (1971) et Dumont (1971).

mode de production asiatique ⁴⁵ - et les diverses sociétés tribales ⁴⁶.

- Spécifique dans le temps : on peut situer la "période" féodale dans un cadre temporel allant de la fin du 19^e siècle ⁴⁷ au début du 19^e siècle. Attribuer une telle échelle de temps au MPF n'implique évidemment pas qu'il s'agisse d'un système "stable" et rigide. Le féodalisme connaît en effet une série de ruptures fondamentales (crise du 14^e siècle, avènement de l'absolutisme) qui bouleversent les formations sociales régies par sa logique. Nous posons cependant la thèse que de tels bouleversements ont comme effet d'accélérer la dynamique féodale et même, paradoxalement, de la renforcer ⁴⁸.

[22]

Cette spécificité spatio-temporelle (voir encadré 2) du MPF débouche sur la question centrale : quels sont les constituants principaux de la logique féodale à l'œuvre dans les formations sociales concernées ? Parler d'une dynamique propre au féodalisme sous-entend qu'on peut s'attendre à trouver une série de rapports sociaux spécifiques, un ensemble social possédant son propre principe de cohésion. L'analyse qui suit doit être considérée comme une réflexion préliminaire sur ce point.

⁴⁵ Nous ne pouvons entrer Ici dans le débat sur le mode de production asiatique. On pourra consulter Wittfogel (1964), Varga (1967), Centre d'Études et de Recherches marxistes (1968), Guay (1971), Bailey et Llobera (1981), Kahn et Llobera (1981). Sur le cas du Maghreb, voir Centre d'Etudes et de Recherches marxistes (1974, 145-256).

⁴⁶ Sur les rapports entre sociétés coloniales et amérindiennes, voir notamment la très belle étude de Delage (1985) faite à partir de la problématique de Wallerstein.

⁴⁷ Anderson (1977, 137-153). Nous n'analysons pas ici les conditions de transition au MPF.

⁴⁸ Processus que nous pourrions comparer, sous toutes réserves, au mouvement d'extension de la logique capitaliste à travers ses crises. Il ne s'agit évidemment pas, dans un cas come dans l'autre, d'un résultat "inévitable", car à chaque crise la dynamique du système est en jeu.

B. Diversité et unité des formes sociales en MPF

[Retour à la table des matières](#)

Le mode de production féodal se caractérise par la configuration particulière qu'y prennent les rapports de production/consommation, les formes d'extraction du surplus social et les rapports de domination politique.

1. Rapports de production/consommation

La dynamique du système féodal est articulée sur la petite production paysanne et artisanale. L'organisation technique et les contraintes sociales de cette petite production ont renforcé le caractère communautaire et local de cette production. On peut donc dire que la communauté paysanne/artisane est la cellule de base du mode de production féodal. Cette communauté est à la fois lieu de production, centre de consommation, cadre de la sociabilité, unité politique et pôle de normalisation.

[23]

ENCADRÉ 2**Sur la dynamique spatio-temporelle d'un mode de production**

Un des problèmes théoriques les plus complexes de la recherche historique réside dans l'analyse systématique des rapports entre des formations sociales données. Le mode d'appréhension le plus fréquent en cette matière est la comparaison (ex. : France et Angleterre au 18^e siècle) ou la juxtaposition (ex. l'analyse de l'Etat absolutiste de Anderson (1978 »). L'analyse en terme de centre/périphérie (Amin 1970, Gunder-Frank 1977, Wallerstein 1980, 1984, 1985) a certes l'avantage de permettre l'analyse de constellations cohérentes et différenciées de formations sociales, mais le rapport fait entre ces constellations en terme d'échange Inégal les polarise abusivement. Le problème se pose de façon encore plus virulente dans l'analyse des formations sociales coloniales. Ici, le problème des rapports entre la mère patrie et la société coloniale est surtout posé en terme d'autorité et d'"emprunt", ce qui amène une constante sous-évaluation du caractère spécifique des situations coloniales. La question est de savoir de quelle façon se manifeste la logique régulatrice d'un mode de production au-delà des limites d'une formation sociale donnée. On ne peut s'empêcher d'être frappé, par exemple, par le caractère synchronique de l'évolution de formations sociales féodales (ex. : Ivan le Terrible et Philippe II, les politiques polonaises, Italiennes, françaises, américaines de répression du vagabondage au 18^e siècle, etc.). Les "explications" en terme de circulation des Idées apparaissent tout à fait insuffisantes pour rendre compte de ce phénomène de relative simultanéité. Il me semble que ces concordances souvent frappantes, analysées systématiquement, devraient nous permettre de mesurer une échelle des possibles, un registre déterminé des variations potentielles à l'intérieur d'une dynamique spécifique de régulation. Il existerait donc, par hypothèse, une souplesse relative dans les formes de concrétisation - situation objective - d'une logique de régulation sociale. À cet effet, Il me semble que le concept de sélectivité structurelle (Offe 1974) nous permettrait de définir une sorte de registre des possibles qui formerait les contours de l'effectivité d'un mode de production donné.

[24]

Au long des siècles, ces communautés de base ont connu diverses mutations : concentration ou multiplication des terres, améliorations techniques, accès au marché, disparition des communaux, bouleversements du cadre légal, intrusion d'agents externes de normalisation (juge de paix, Instituteur, médecin), etc. De même, on a vu se développer des formes nouvelles de production, tels l'utilisation du travail agricole salarié, le fermage, le travail industriel à domicile, la manufacture urbaine ou rurale, formes qui impliquent à terme un rapport différent aux moyens de production ou au produit. De fait, le mode de production féodal a eu comme caractéristique principale, en ce domaine, de permettre le développement d'une très grande variété de formes productives sans que l'organisation communautaire soit affectée irrémédiablement. On voit simplement la cellule de base paysanne ou artisanale s'adapter en intégrant ces nouvelles formes : c'est ainsi qu'on assiste à un processus de différenciation entre laboureur et manouvrier, fermier et travailleur agricole, paysan et travailleur industriel à domicile, artisan et travailleur des petits métiers non incorporés.

Cette diversité des formes productives, cette domination durable des communautés locales, l'impossibilité d'adopter des normes standardisées de production à l'échelle de toute la formation sociale constituent un des principes d'organisation du MPF. Ce qu'on appelle, d'un terme trop vague, l'"autonomie" relative des communautés est donc un effet de caractère disparate de l'organisation de la production et de la consommation. Les études locales ont montré cette diversité des formes : petite propriété allodière du sud de la France, grands domaines polonais exploités par corvée, "freehold" anglais, censitaires du bassin parisien, encomienda sud-américaine, exploitation familiale de la Nouvelle-Angleterre, "habitants" de Nouvelle-France, etc. Unissant cette diversité, divers caractères dominants : le contrôle communautaire des moyens essentiels de reproduction [25] sociale, la stabilité spatiale, le maintien au niveau local des stratégies de normalisation, une capacité collective de résistance ultime à l'oppression féodale. C'est sur ces réalités fondamentales que devront se moduler les formes d'exploitation.

2. Formes d'extraction du surplus social

Étant donné la diversité des formes productives que l'on vient de décrire, on ne peut s'attendre à retrouver en MPF une seule forme universelle de prélèvement du surplus social jouant le rôle, par exemple, de la survalueur en mode de production capitaliste. En ce sens, identifier l'exploitation féodale à l'existence des "droits" féodaux est une procédure fortement réductrice ⁴⁹.

La rente féodale typique, en travail ou en argent, n'est qu'une des formes de prélèvement du surplus en régulation féodale. L'analyse des formes Indirectes d'acquisition de ce surplus nous révèle à quel point la diversité, ici encore, est de règle. Les multiples impôts et taxes royales, le produit des locations de terre, la spéculation et le "profit" marchand tiré des variations régionales des prix, les taxes urbaines et corporatives, l'usure, la dime, et autres contributions religieuses obligatoires, les profits tirés de la contrainte extra-économique de travail dans les manufactures et maisons de correction, le logement et l'entretien des troupes par l'habitant, les honoraires des officiers royaux, les revenus supplémentaires tirés d'une situation de monopole légal sont, à des titres divers, quelques exemples de contraintes "extra-économiques". Ces modes divers de prélèvements ne doivent pas être vus comme des "accidents" du système féodal : ils sont au contraire au coeur des rapports d'exploitation féodaux, et constituent des adaptations locales à la diversité des formes d'organisation de la production [26] et de la consommation. Ils tracent en fait les contours d'une domination que la notion d'"exploitation économique" ne peut, à elle seule, saisir.

⁴⁹ Cette vision "Juridique" de l'exploitation féodale est particulièrement vivace dans l'analyse de l'impact de l'abolition des "droits" féodaux lors de la Révolution française. Voir par exemple Soboul (1962).

3. Rapports de domination politique

La réflexion sur la place de la "politique" en système féodal apporte une des clefs à l'analyse de ce mode de production. La dimension politique des formations sociales féodales se présente en effet comme une hiérarchie de pouvoirs fondés sur des collectifs différenciés. Au coeur de cette structure de pouvoir réside la notion d'autorité comme attribut d'un système de place. Cette structure d'autorité se matérialise en un dense réseau de droits et d'obligations, fondé sur la coutume. Le pouvoir féodal ne se justifie ni par une volonté, ni par un droit absolu d'usage, mais par un statut, c'est-à-dire une place précise dans un ordre du monde fixé pour toujours. C'est pourquoi la place du rite, du symbole, du geste sacré est tellement importante dans ce type de régulation où le pouvoir est une affirmation répétée, souvent sanctionnée par la violence.

C'est l'existence de ce réseau compact et hiérarchisé de devoirs et d'obligations coutumières qui détermine, autant que l'organisation diversifiée de la communauté paysanne/artisane et que la variété des modes de prélèvement du surplus social, la remarquable capacité de résistance du système féodal aux bouleversements sociaux.

À cette complexité des réseaux de pouvoir s'ajoute une étonnante souplesse dans ses modalités d'exercice. Si la forme monarchique est - et de loin - dominante, la structure féodale de pouvoir peut aussi s'accommoder des formes républicaines (Hollande), fédératives (Suisse) ou même quasi-dictatoriales [27] (Cromwell). De même, la classe seigneuriale dominante, au sein de la forme monarchique, peut avoir des rapports fort différenciés avec l'appareil d'État central (principautés, monarchie parlementaire, absolutisme).

Le fait est que le pouvoir politique est inextricablement lié au processus de prélèvement du surplus paysan. Le juge de paix anglais, à la fois seigneur local, représentant du roi, prêteur, marchand de blé, officier de justice, conservateur de l'ordre, député, arbitre des conflits privés et administrateur local, apparaît comme l'archétype de cette logique de pouvoir.

Ce pouvoir politique se manifeste aussi sous diverses figures selon les circonstances : répression armée, intervention de police, ordonnances, arbitrage, clientélisme, assistance, ne sont que des modalités d'un vaste registre de l'autorité ⁵⁰ exercée.

Tout un ensemble de représentations viennent renforcer la régulation politique de l'"ordre féodal". On commence à peine (Guerreau 1980, 201-208) à ré-évaluer l'importance structurelle de la religion et de l'appareil ecclésiastique dans ce type de régulation. Les crises du MPF sont donc aussi des crises religieuses fondamentales, sous le coup desquelles l'Église elle-même subira une transformation radicale.

4. Dimensions de l'exploitation en régulation féodale

L'organisation de la production, les formes multiples d'extraction du surplus et la modulation hiérarchique des rapports de pouvoir déterminent les dimensions de l'exploitation de type féodal et les conditions de la résistance à cette exploitation. On est en présence d'un système de contraintes différenciées, [28] selon les rapports de force locaux entre seigneurs et paysans, patriciens et artisans. Les modalités de résistance à l'oppression, elles-mêmes, tiennent autant aux compromis fragiles, aux alliances occasionnelles qui ont pu se nouer au sein des communautés locales, qu'à la dureté de cette oppression. Second servage ou acquisition de la liberté personnelle, "enclosure" ou préservation des communaux, destruction des règles d'apprentissage ou maintien d'un contrôle corporatif, expulsion de la terre ou obtention d'un droit d'usage pouvant être légué ou aliéné : une infinité de situations d'exploitation se mettent en place ou disparaissent, au long des crises agricoles, des guerres, des épidémies, des révoltes et des répressions. En ce sens, la régulation féodale ne peut être vue comme la reproduction stable d'un ensemble de conditions de domination. Tout au contraire, sous le couvert d'une invocation ambiguë de la tra-

⁵⁰ Une des formes tardives les plus intéressantes des modalités d'exercice de cette autorité est le binôme paternalisme/"traitement moral" (Thompson 1971, Lancien 1982, Dunkley 1979, Foucault 1975, Corrigan 1981, Castel 1976, Donzelot 1977), configuration particulière d'un rapport de pouvoir spécifique à une logique des "places" sociales traditionnelles.

dition et des coutumes, d'un appel à l'ordre éternel des choses, une lutte sans merci pour l'autonomie oblige les stratégies d'exploitation à se diversifier.

Cette labilité des rapports de domination en MPF provoque une remarquable diversité de situations. La dynamique féodale est donc une dynamique de complexification des rapports sociaux, une logique de diversification qui est l'envers du processus de standardisation capitaliste.

Un examen rapide des formations sociales féodales à la fin du 18^e siècle est révélateur de cette tendance : multiplication des formes de production selon les conditions locales et l'accès au marché ; diversification extrême des modes d'extraction du surplus social ; prolifération et superposition des institutions et des techniques de contrainte ⁵¹. Nous y reviendrons.

[29]

C. Circulation et accumulation en MPF

[Retour à la table des matières](#)

Étant donné l'importance centrale que lui accordent les analyses traditionnelles de la transition, il faut dire un mot du rôle de la circulation marchande dans le mode de production féodal. La monétarisation de l'économie et la commercialisation de la production jouent un rôle quasi-faustien dans le scénario de passage au capitalisme. La monnaie et l'échange marchand auraient été cette maladie virulente minant peu à peu l'organisme féodal, et mettant en place les conditions de sa désintégration finale. Plusieurs postulats sont à la source de cette analyse : le mode de production féodal est basé sur l'autarcie ; la monnaie et l'échange sont des formes stables à travers le temps ; ils possèdent des attributs inhérents, plus ou moins indépendants de leurs conditions sociales d'apparition.

⁵¹ On en a un bel exemple dans l'activité législative du parlement anglais au 18^e siècle, notamment dans l'adoption des lois criminelles et les pouvoirs accordés aux juges de paix. Même situation en France - et dans sa colonie américaine par le biais des ordonnances royales et du pouvoir de l'intendant.

Il me semble nécessaire de rejeter d'emblée ces postulats et l'analyse qui en ressort. La forme marchande est une forme nécessaire et constitutive du mode de production féodal. Le système de production communautaire est aussi un système d'échange. Les modes de prélèvement du surplus impliquent une commercialisation, sous forme de mise en marché - préalable ou postérieure du produit prélevé ou de consommation somptuaire. Les rapports de domination, eux-mêmes, dans la mesure où ils nécessitent le maintien d'un statut et de ses attributs, nécessitent un développement des échanges marchands.

Il reste que la circulation des produits, en système féodal, et son contrôle par la classe marchande, est un phénomène spécifique, historiquement déterminé. Autrement dit, il existe une circulation féodale, un système d'échange particulier, un type distinct de monétarisation qu'il faut se garder de confondre, malgré une homologie factice, avec la circulation capitaliste. Par exemple, la création d'un profit, en système féodal, n'est [30] rendue possible que par le jeu sur les différences de prix entre unités de production disparates, ou encore par le simple rapport de force politique - monopoles -. En somme il faut voir que l'échange marchand féodal, et le régime d'accumulation qui lui est corollaire, sont l'envers de l'échange capitaliste, qu'ils ont pour conditions d'existence un ensemble de rapports sociaux de production et un type de pouvoir totalement incompatibles avec une économie capitaliste. Ainsi, le commerce International est une aventure qui tient plus de la spéculation que du calcul systématique des marges bénéficiaires, dans la mesure où le système des équivalents monétaires n'est pas régi par la concurrence entre produits. Le commerce intérieur lui-même doit se faire dans une conjoncture économique où la plupart des "consommateurs" ne sont pas contraints de recourir exclusivement au marché pour reproduire leurs conditions d'existence.

En somme, l'échange marchand n'est pas, en système féodal, un rapport social standardisé et régulateur, mais une activité instrumentale - quoique nécessaire - aux fonctions étroitement délimitées. C'est pourquoi la condition première du profit marchand dans cette logique est le monopole. Ce monopole n'est pas un résultat de l'échange, mais un préalable permettant la mise en marché avec une marge de sécurité minimum.

On en tiendra pour exemple les conditions de mise en marché du blé anglais au 18^e siècle. Au-delà du discours libre-échangiste d'Adam

Smith ⁵², une étude attentive montre à quel point la vente sur le marché est déterminée par des conditions "extra-économiques" : "Corn Laws", fixation des prix au niveau local par les juges de paix, spéculation sur le succès des récoltes, monopolisation du marché et jeu sur les prix par les accapareurs, salaire des travailleurs agricoles modulés par les "Poor Laws", contraintes politiques à la mobilité de la main-d'oeuvre - Laws of Settlement -, déficience des garanties légales aux contrats, etc.

[31]

Ces conditions peuvent apparaître, rétrospectivement, comme des "contraintes" à une saine concurrence, et l'économie politique classique n'a cessé de les dénoncer comme telles. Mais une analyse historique de ce genre nous empêche de repérer la logique spécifique de fonctionnement de l'échange marchand. Ces "contraintes" sont en fait les conditions sine qua non de l'accumulation marchande en régulation féodale. Leur disparition entraînera la fin de cette économie politique de la circulation et la destruction irrémédiable du type d'accumulation qui lui est contingente.

D. Pour une approche systématique et globale de la régulation féodale et de ses contradictions spécifiques

[Retour à la table des matières](#)

On devra considérer l'analyse qui vient d'être faite, de par son caractère sommaire même, surtout comme un appel, ou un programme, pour la recherche systématique de la cohérence et des lois de développement du mode de production féodal. De même qu'une analyse approfondie du mode de production capitaliste permet de voir la même logique d'accumulation et de régulation à l'œuvre en 1870 comme en 1986, malgré l'importante distance qui sépare ces sociétés respectives, il est scientifiquement nécessaire de surmonter les homologies fac-

⁵² Le discours de Smith lui-même est ambigu, et son assimilation rapide à celui de l'économie politique classique est de plus en plus remise en question (Kindleberger 1976, Tribe 1978).

tices, les isomorphismes de surface entre la société moderne et l'organisation sociale dominante au 18^e siècle. De même, parler de post-féodalisme ou de "société féodo-marchande" (Bezbakh 1983) nous avance peu. Il nous faut plutôt saisir cette logique sociale fondamentale qui est à l'œuvre, dans ses manifestations concrètes, autant dans les pratiques d'égalité des Sans-culottes de 1793 que dans la lutte des paysans du 14^e siècle pour alléger le poids de l'exploitation. C'est à ce prix que nous pourrions comprendre la violence fondamentale de la rupture survenue au 19^e siècle au Québec comme dans tout l'Occident.

[32]

En ce sens, une approche systématique de la dynamique de régulation à l'œuvre dans le MPF s'avère nécessaire. Cette dynamique nous semble s'articuler à trois caractéristiques fondamentales, trois tendances profondes qui constituent à la fois les limites et les conditions de possibilité du changement dans les sociétés féodales.

A- D'abord, un rapport spécifique au temps et à la norme sous le signe de l'immutabilité, une valorisation de la durée comme critère de sociabilité. Le social y apparaît conçu comme répétition - ou rétablissement - du même modèle de conservation dont la coutume est l'archétype. La présence obsédante du passé comme modèle institue une dynamique de changement tout à fait particulière, en ce sens que les divers conflits y prennent la forme de réappropriation, ressaisissement, renaissance du passé. La lutte de classes féodale est une bataille de réinterprétation, rétablissement biaisé de la tradition, sorte de ruse de la raison où l'immuable justifie le changement. Le programme des *Levelers* anglais (Hill 1975), celui des Sans-culottes (Soboul 1968) et des Jacobins anglais (Calhoun 1982) en sont des exemples remarquables.

B- À ce rapport spécifique au passé se greffe une dynamique particulière de caractérisation/spécification des rapports sociaux. L'ordre féodal est celui de la distinction, non pas au sens que donne Bourdieu à ce terme, mais à celui de la constitution des individus et des groupes en terme de qualités distinctives dans la communauté. L'extrême complexité et circonstanciement de l'échelle hiérarchique apparaît comme la face visible de ce

mode particulier de stratification sociale qui est l'envers de la massification actuelle. L'importance du statut en société féodale n'est pas un simple effet de "mentalité" : Il constitue un mode social privilégié [33] de repérage qui sous-tend la dynamique de régulation. Plus encore, ce mode de caractérisation des rapports sociaux n'est pas contradictoire avec une certaine forme d'individualisation. Celle-ci doit être comprise, en société féodale, comme unité de référence infime, communauté minuscule dotée de qualités spécifiques s'attachant à son statut : la famille. En ce sens, on peut dire que la régulation féodale peut fort bien s'accommoder d'une forme sociale Infinitésimale où, autour du chef de ménage, gravitent un certain nombre d'attributs (puissance parentale, puissance politique, puissance économique). De cette forme ultime et contradictoire de l'univers féodal sortira la première conceptualisation de la démocratie dite "bourgeoise" et, en corollaire, la notion de propriété absolue (Macpherson 1962, 1975).

C- Enfin, le mode de régulation féodal implique aussi un certain type d'autorité/hiéarchisation. Le pouvoir y est, en effet, à la fois l'effet et la condition de la fixation et de la spécification du statut. Nous sommes en présence d'une logique de la déférence, basée non sur la performance ou la richesse accumulée, mais sur l'être même de la personne Investie d'un pouvoir. Le terme "Investir" (au sens d'entourer, d'attribuer) est à prendre littéralement : le pouvoir est un attribut du statut : non pas l'effet d'un rapport de propriété, la résultante d'une quelconque volonté collective, mais une cause qui, constituant l'ordre hiérarchique, confère une autorité. Ce qui donnera à la contestation politique soit la forme d'une Inversion sacrilège, soit celle d'une auto-institution légitimée sur une réinterprétation de la tradition.

[34]

Ce rapport au passé, ce mode de socialisation, cette économie du pouvoir déterminent les limites, les frontières assignées aux rapports sociaux dans l'univers féodal. En somme, un espace et une logique de régulation. L'histoire de la transition est l'histoire de l'éclatement de ces frontières.

[34]

Régulation sociale et transition au capitalisme.

*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.*

Chapitre 3

Les conditions de désintégration du MPF

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse des bouleversements sociaux qui marquent la dissolution du mode féodal de régulation exige que soient distingués, dans un premier temps, deux aspects de la dynamique du système, soit les crises qui ponctuent son développement et les conditions spécifiques de rupture définitive.

A. Dynamique des crises féodales et points de rupture

La crise est cet exercice périlleux où les conflits engendrés par un mode de production prennent une ampleur qui met en jeu la reproduction de ce dernier. Il nous faut donc analyser la dynamique des crises féodales, les phases de régulation que celle-ci institue, et les points de rupture définitive.

1. Les crises féodales : coupures et continuités

G. Bois (1976) a identifié deux lois de développement du MPF, soit la baisse tendancielle du taux de prélèvement et la baisse tendancielle de la productivité. Ces deux types de tendances sont à l'origine d'une dynamique de crise propre au MPF. La crise est ainsi un blocage où l'articulation spécifique entre l'organisation de la production, des modes de prélèvement [35] et des rapports de pouvoir est remise brutalement en cause. La crise se manifeste donc à la fois comme bouleversement des conditions de production/consommation, rupture du processus d'extraction et ébranlement des rapports de pouvoir. Elle peut être localisée, concentrée sur un aspect précis de la régulation, ou dans un espace restreint. Elle peut aussi déboucher sur un soulèvement général.

Le point central est que l'étude des multiples crises qui ponctuent l'histoire du féodalisme montre la remarquable souplesse d'adaptation de cette logique hiérarchisée et décentralisée de régulation. On en a quelques indices dans la persistance tenace des communautés villageoises, dans la résistance durable à toute tentative de standardisation de la régulation, et surtout, dans le maintien, après tout étonnant, de l'hégémonie des classes dominantes féodales au long des siècles. Cette dialectique entre rupture et continuité préside à la transformation constante des modes de domination de classe, à l'apparition de formes institutionnelles nouvelles (absolutisme, police, paroisse, armée professionnelle, parlements, etc.) qui contribuent, en se superposant aux anciennes, à raffermir l'emprise des classes seigneuriales et marchandes dominantes tout en approfondissant les contradictions structurelles du système.

2. Phases de régulation et limites structurelles

Les crises féodales doivent donc être vues comme des étapes de dissolution/reconstruction qui rythment le développement du mode de production. On peut émettre l'hypothèse que le féodalisme, au cours de son évolution séculaire, a connu divers types de régulation adop-

tant des configurations spécifiques des rapports sociaux (10^e-14^e siècle : féodalisme "classique" ; 15^e-17^e siècle : féodalisme centralisé 18^e siècle-début 19^e siècle féodalisme "éclairé" ou avancé).

[36]

L'analyse de ces phases de régulation permet de déterminer les limites structurelles des transformations permises par la logique de production, de prélèvement et de pouvoir au coeur du féodalisme. Elle permet aussi de saisir l'étendue des options ouvertes par chacune des crises du mode de production. La "survie" du féodalisme fut une construction fragile, faite de compromis et de révisions radicales, de révoltes et de répressions, d'hérésies et de création d'orthodoxies nouvelles. Il n'y a donc aucune nécessité, et peu de hasard, à l'œuvre dans le maintien à long terme de cette logique de régulation. Il y a cependant des éléments de blocage définitif.

3. Les éléments de blocage

La reconduction, toujours plus difficile, d'une dynamique historiquement spécifiée de production, d'exploitation et de pouvoir a finalement abouti à un blocage définitif. Il est possible d'induire de l'organisation sociale féodale les éléments centraux de ce blocage. Il s'agit de contradictions internes, exacerbées par les crises, qui ont amené la dislocation de l'ordre féodal. On peut identifier trois de ces contradictions fondamentales

- La contradiction entre la diversité des formes productives apparues au sein du MPF et la cohésion interne des cellules communautaires paysannes et artisanes.
- La contradiction entre la multiplicité des modes d'extraction du surplus social et le maintien des alliances entre classes dominantes (seigneurs et marchands).
- La contradiction entre l'exercice hiérarchique d'un pouvoir Institué et la parcellarisation croissante des pôles d'autorité.

[37]

Ces contradictions se manifestent par des phénomènes synchroniques et cumulatifs de grande ampleur à partir de la seconde moitié du 18e siècle : expansion du sous-prolétariat urbain, prolifération du vagabondage, extraversion accrue des communautés paysannes et artisanes, approfondissement du conflit structurel entre propriétaires terriens et marchands, laïcisation, radicalisation de la petite bourgeoisie, émeutes contre les accapareurs, croissance exponentielle de la petite délinquance, migrations internes ou extérieures.

On remarquera qu'aucun de ces phénomènes n'est véritablement "nouveau". La croissance syncopée et multiforme du MPF est marquée et portée par ces facteurs de rupture qui mettent en péril l'organisation productive, le système de prélèvement et l'affirmation du pouvoir. Ce qui semble nouveau, c'est l'ampleur et la généralisation de ces facteurs de crise de l'ordre féodal. Les potentialités de résistance des communautés paysannes et artisanes en viennent à briser la monarchie française. Ces formes Indirectes de prélèvement du surplus que sont l'affermage des terres et le travail industriel à domicile provoquent des soulèvements endémiques en Angleterre - révolte du "Capitaine Swing", luddisme, jacobinisme⁵³ -. Le pouvoir hiérarchique de type féodal et les représentations symboliques et religieuses qui le supportent se désagrègent rapidement sous l'offensive conjuguée de la "philosophie" et du recul de la pratique religieuse.

Ces tendances, déjà manifestes au milieu du 18e siècle, deviennent une véritable vague de fond dans la période 1780-1830. L'analyse de ce qu'on peut appeler la "grande crise féodale" mérite, en ce sens, une attention particulière.

⁵³ Voir, entre autres, Shelton (1973), Hobsbawm et Rudé (1968), Hobsbawm (1964), Thompson (1963), Calhoun (1982).

[38]

B. La grande crise de 1780-1830 : Éléments structurels et effets de conjoncture

[Retour à la table des matières](#)

Le statut de la période 1780-1830 dans l'historiographie est fort ambigu. Il existe en fait deux grands ensembles historiographiques correspondant, en gros, aux divisions internes à la pratique historique. D'un côté, toute une tradition de recherche s'attache à analyser les troubles politiques qui se généralisent à l'époque, en prenant comme cible première la Révolution française. D'autre part, l'histoire économique se concentre sur la "révolution industrielle" en choisissant l'Angleterre comme terrain privilégié.

L'établissement d'un lien systématique entre ces deux dimensions de la grande crise sociale de l'époque est un réflexe somme toute assez rare⁵⁴. Les bouleversements politiques et l'éclatement des rapports sociaux sont pourtant deux moments d'un même processus de dissolution de l'ordre féodal. On tentera ici d'analyser ce processus global en mettant l'accent sur les aspects structurels, les données conjoncturelles et la recherche des voies de sortie à la crise.

1. Une crise structurelle

La crise de 1780-1830 est une crise de structure⁵⁵ en ce sens que toutes les dimensions de la réalité sociale subissent un blocage radical qui exige que soit remis en question l'ensemble du système de régulation antérieur. Trois Indices principaux nous permettent de repérer le caractère structurel de la crise, soit la paupérisation de masse, un processus global d'émancipation et l'instabilité politique chronique.

⁵⁴ Hobsbawn (1969) est l'un des rares historiens à avoir tenté l'expérience.

⁵⁵ Le concept de "crise structurelle" est emprunté ici à Boyer (1979).

[39]

a. La paupérisation

La destructuration des communautés paysannes et artisanes peut se mesurer par l'ampleur inédite de la paupérisation à la fin du 18^e siècle. Ce phénomène prend plusieurs formes : vagabondage, chômage chronique ou saisonnier, prolifération des petits métiers de survie dans les grandes villes. C'est l'époque où le discours sur le "paupérisme" devient omniprésent en Occident. La pauvreté devient trop plein social, et sa critique prend des accents malthusiens - au sens propre du terme. L'extension du phénomène à toutes les formations sociales occidentales est particulièrement remarquable et apparait comme un indice certain d'une crise fondamentale de la régulation d'ensemble. Le développement multiforme de l'organisation productive, l'extension constante de l'échange marchand, la diversification et l'alourdissement des modes de prélèvement, le fonctionnement décentré des réseaux de pouvoir, pris conjointement, ont fini par produire un phénomène radicalement antagonique à la logique féodale de régulation : la mobilité des populations, la brusque rupture des réseaux de sociabilité et d'obéissance qui sont au coeur du féodalisme, qui forment sa condition d'existence.

Cette mobilité des classes populaires, confinée dans des limites étroites en système féodal, a maintenant pris une ampleur qui lui donne la figure de l'anarchie aux yeux des classes dominantes. Elle fait éclater les réseaux de pouvoir, démantèle les Institutions, menace les vieilles techniques de prélèvement. Plus encore, elle prend bientôt le visage de l'émancipation.

[40]

*b. La dialectique de l'émancipation
et de la dépendance*

Le féodalisme est l'histoire de cette longue lutte des paysans et des artisans pour l'émancipation et l'autonomie. La crise de 1780-1830 porte cette lutte à des sommets nouveaux, tout en bouleversant ses conditions de manifestation. La diversification des modes d'exploitation à l'usage des classes dominantes, l'extrême variété des rapports de production ont eu deux effets contradictoires. D'une part, une série d'options s'ouvrent au paysan ou à l'artisan : exploitation directe de la terre ou du métier, commercialisation de sa production, travail à domicile, utilisation des communaux, location de terre ou d'instruments de production, émigration, entrée au service du seigneur ou du marchand, service militaire, exercice du petit commerce de revente, mendicité et vagabondage, travail saisonnier, etc. Ici encore, l'exercice de ces options n'est certes pas un phénomène nouveau, mais cette diversité de recours, prenant un caractère systématique, trace les contours d'une émancipation des modes traditionnels de dépendance, implique un certain choix dans les stratégies de survie populaire.

Mis, d'autre part, ce choix est celui d'une nouvelle dépendance. Il implique, dans un premier temps, la soumission individuelle à un nouveau mode d'oppression. Plus encore, il amène, dans un second temps, un affaiblissement de la capacité de résistance collective propre aux communautés paysannes et artisanes. Nous assistons donc à un processus critique d'individualisation des destins personnels au sein d'un réseau d'option, dont l'indice premier est la stratification de plus en plus complexe des communautés locales. Une autre dimension cruciale de la logique de régulation féodale tend ainsi à dépérir, soit la gestion collective des modes de survie. La subtile gradation des statuts collectifs qui modulait l'oppression féodale et déterminait les modes divers de prélèvement se dissout rapidement [41] dans une pluralité plus ou moins indifférenciée d'individus. D'où le développement, à partir de la fin du 18^e siècle, d'un discours populiste ; d'où l'utilisation de plus en plus systématique du terme générique "classes populaires" - ou "dangereuses" (Chevalier 1958). La nouvelle dialectique émanci-

pation/dépendance qui s'institue préside, en somme, à l'invention de la masse.

c. La crise d'autorité

Nous l'avons dit, tout mouvement de résistance en système féodal prend un caractère immédiatement politique. Cette contestation du pouvoir Inhérent à tout soulèvement paysan, à toute lutte des artisans, pouvait s'accommoder de subtiles stratégies d'alliance permettant d'opposer le pouvoir royal au seigneur local, le petit marchand au patricien. Ce qui se passe lors de la crise 1780-1830 est d'un tout autre ordre. La Révolution française n'est que l'archétype - exceptionnellement réussi... - d'un mouvement général de rejet du pouvoir féodal ⁵⁶. Il suffit de voir les mésaventures de cet agent de l'ordre traditionnel qu'est le juge de paix en Angleterre (Stevenson 1977) pour comprendre à quel point la hiérarchie féodale du pouvoir est ébranlée.

Encore une fois, les menaces à l'autorité traditionnelle et le périlleux exercice de retour à l'ordre sont des constantes de l'histoire du féodalisme. Mais ce qui donne à la crise d'autorité qui s'épanouit à partir de la fin du 18^e siècle son caractère critique, c'est à la fois la cible choisie - l'autorité centrale et le développement d'alternatives au pouvoir féodal. Ces alternatives prennent la forme révélatrice de la démocratie, c'est-à-dire le projet d'une volonté collective qui se substitue à la souveraineté féodale. L'ampleur de la revendication démocratique en Occident, à l'époque, témoigne de l'émergence critique d'un projet de pouvoir radicalement antinomique à la logique féodale.

[42]

La crise de 1780-1830 préside donc à la cristallisation de phénomènes de grande ampleur - mobilité, massification, démocratie - se posant comme antagoniques à la dynamique féodale de régulation.

⁵⁶ Au point que Palmer (1959-1964) a pu parler de "Révolution atlantique" (voir aussi Godechot (1956), faisant par trop abstraction des conditions spécifiques d'émergence des mouvements populaires.

Les effets de blocage structurel qu'ils induisent débouchent sur une conjoncture de rupture particulière.

2. Les données de la conjoncture

Les éléments de la crise structurelle qui viennent d'être brièvement analysés marquent le caractère particulièrement explosif de la conjoncture des années 1780-1830.

L'analyse de cette conjoncture nous permet de percevoir le caractère particulier de cette période, marquée" par la généralisation des tendances antagoniques dans la régulation féodale.

D'une part, on est frappé par l'internationalisation des tensions sociales. L'expansion révolutionnaire française est beaucoup plus que la simple exportation d'un modèle : elle agit comme un révélateur particulièrement détonnant des contradictions à l'œuvre dans le mode de production féodal. La crise de 1780-1830 est un phénomène International : la remarquable synchronie des mouvements révolutionnaires dans tout l'espace occidental est un Indicateur certain – quoiqu'insuffisant en lui-même - qu'une rupture qualitative est en cours ⁵⁷.

D'autre part, à l'internationalisation des facteurs de rupture, se greffe leur caractère cumulatif. La conjoncture des années 1780-1830 est révolutionnaire, au plein sens du terme. La remise en question des fondements de l'ordre féodal est globale ; elle affecte toutes les di-

⁵⁷ Ce constat général n'est en effet qu'un Indice on ne peut faire l'économie d'une étude systématique des conditions spécifiques de manifestation de la grande crise féodale dans chacune des formations sociales concernées. Ainsi, l'analyse de la crise agricole, des résistances paysannes, des modalités d'implantation du système parlementaire, de la mise en place des instruments de contrôle social au Bas-Canada ne peut être simplement subsumée sous le vocable général de "crise féodale". Tout au contraire, seule cette analyse nous permettra de saisir la configuration particulière des tensions qui président à la dissolution du féodalisme dans cet ensemble social précis. L'analyse de la dynamique de rupture d'un mode de production, répétons-le, ne peut se substituer à l'étude des conditions concrètes : elle n'est qu'un moment - nécessaire - de la pratique d'appréhension du réel historique.

mensions de la régulation ancienne, tout en mettant en valeur, par là même, leur origine unitaire.

[43]

On n'a qu'à jeter un coup d'œil à la dynamique d'accélération des luttes révolutionnaires en France pour saisir ce phénomène de recouplement des tensions, de fusion des fronts de lutte ⁵⁸.

Internationalisation des tensions et caractère cumulatif des révoltes : ces deux aspects fondamentaux de la conjoncture de crise forment les conditions d'apparition d'un contexte critique d'ouverture des possibles. On voit se constituer un vaste ensemble discursif sur le mode de l'alternative.

La défense des acquis, le repli stratégique sur les éléments soigneusement expurgés d'une tradition, qui étaient au coeur des résistances comme des oppressions féodales, cèdent le pas aux spéculations sur l'avenir. Cette crise est un véritable bouillon de culture d'où sortiront mille projets de société, mille utopies.

On n'insistera jamais assez sur ce fait primordial les voies de sortie de crise sont multiples, et l'histoire n'a pas fait son choix. De la société de petits propriétaires indépendants imaginées par les Sans-culottes jusqu'au Phalanstère de Fourier, du coopératisme d'Owen au panoptisme de Bentham, de l'État théocratique de De Bonald au Système industriel de Saint-Simon, tous les avènements semblent possibles. Libre aux historiens(nes), spectateurs(trices) sceptiques, de répertorier les échecs et déterminer les vainqueurs, de refouler l'utopie au rang des spéculations vaines. Il reste que la prolifération des projets de société témoigne d'un désarroi fondamental, d'une disparition des référents traditionnels qui forment le dernier élément, le plus caractéristique peut-être, de cette conjoncture critique ⁵⁹.

⁵⁸ En ce domaine, l'étude systématique d'un journal révolutionnaire est un exercice révélateur (voir Fecteau 1977).

⁵⁹ Entre expliquer scientifiquement une occurrence particulière et l'interpréter comme nécessaire, obligée, inévitable, il y a un pas énorme que nous tendons à franchir allègrement. Bien sûr, les aspirations des contemporains et l'analyse des historiens(nes), les spéculations sur l'avenir et l'analyse du passé ne sont pas du même ordre, toute l'histoire comme science sociale est là pour le prouver. Mais, s'agissant d'une crise sociale de l'ampleur de celle que nous analysons, dans une conjoncture où les fondements mêmes de l'organisation sociale

[44]

3. Les "réformes" nécessaires

Les contradictions structurelles et la conjoncture de crise ont accouché de multiples "réformes", réponses tâtonnantes des élites désorientées. L'analyse des mouvements de réforme, véritable chant du cygne des classes dominantes féodales, est particulièrement révélatrice. En effet, les mesures prises pour affronter la crise témoignent d'une lutte désespérée - et dérisoire - contre les trois formes principales de manifestation de cette crise, soit la mobilité, la massification et la démocratie.

a. Maintenir le peuple en place

Les facteurs de mobilité aux sources de la crise - paupérisation, destruction des communautés - inspirent des stratégies correctives diverses. La nécessité de fixer les populations, de recréer les collectifs populaires caractéristiques du féodalisme se retrouve dans certaines pratiques typiques de l'époque. C'est ainsi qu'apparaissent ou se développent ces villages manufacturiers sous la coupe d'un entrepreneur, unités plus ou moins autarciques permettant de s'assurer une main-d'oeuvre stable. La systématisation des pratiques d'enfermement est une autre forme de fixation des populations. L'apparition ou la renaissance d'institutions comme l'asile, la maison de correction, le pénitencier, la maison d'industrie, l'hospice, qui connaissent leur heure de gloire à l'époque, révèlent un combat acharné contre le mouvement

féodale sont irrémédiablement ébranlés, un hiatus fondamental se crée entre le rythme, les conditions de dissolution de l'ordre ancien, et les multiples tâtonnements qui président à la recomposition majeure des rapports de classes caractérisant le capitalisme. Ce hiatus, cette indétermination radicale est un phénomène historique exceptionnel qu'il faut prendre en compte de toute urgence. Reconnaître que la transition n'est pas le déploiement majestueux de l'inévitable, mais la résultante, fragile au début, d'un conflit majeur entre alternatives sociales : c'est à ce prix qu'on réintroduira la dialectique dans l'histoire. Voir aussi section III, B, 4 plus loin.

des populations. On retrouve d'autres exemples de cette tentative dans les politiques d'émigration et dans les campagnes de colonisation.

[45]

b. Redéfinir le statut social

L'expansion de formes nouvelles d'émancipation et de dépendance, le mouvement de massification des classes populaires doivent aussi être contrôlés. Les techniques de contrôle et de formation en institutions témoignent ainsi d'un effort acharné pour distinguer les populations, les classer et les réinsérer dans les réseaux traditionnels de production et de consommation par le biais d'une formation morale et technique. Cette stratégie de redéfinition du statut fait même l'objet d'une pratique spécifique appelée "philanthropie". La philanthropie est l'ennemi par excellence des masses... C'est par son action que le peuple sans nom redeviendra "société", c'est-à-dire ensemble gradué de métiers différenciés formant un système de places et de statuts hiérarchisés. La discipline, comme technique, n'a pas d'autres buts. Le personnage même du policier, comme missionnaire de l'ordre et agent de prévention, participe à cet effort de reconstruction d'une cohérence sociale perdue.

c. Rétablir l'autorité

Et comment faire revivre la logique féodale de l'obéissance et de la soumission d'emblée à l'autorité instituée ?

Comment résister à cette volonté hérétique d'un pouvoir populaire que la crise a fait vivre ? La réponse à ces questions, qui met en jeu la survie de tout un modèle politique de domination, reposera sur le cens. La richesse, depuis longtemps résultat visible d'un prélèvement réussi en régime féodal, deviendra source directe de pouvoir, et agira comme moyen de démarcation entre le maître et le serviteur, l'élu et l'administré. Ainsi peut être reconduite cette logique d'exclusion a priori du pouvoir politique, cette hiérarchie de pouvoir immunisée contre l'anarchie [46] des volontés multiples de la masse populaire. La

puissance du seigneur et l'influence du marchand se fusionneront dans le personnage paternel et débonnaire du notable.

Les multiples stratégies appliquées en réponse à la grande crise, les solutions adoptées pour pallier les effets néfastes de la mobilité, de la massification et de la démocratie ne peuvent être, fondamentalement, que des formes transitoires, de faibles barrages à la vague de fond du changement social qui se manifeste alors. La fragilité de ces réponses, la part d'arbitraire qu'elles manifestent confère un degré élevé de vulnérabilité aux réformes entreprises. Cette vulnérabilité même ne fait que souligner encore plus nettement le fait brutal : un système de régulation, un mode de production millénaire est en train de disparaître.

4. Sur le caractère inéluctable du capitalisme

Lorsque l'on consulte les analyses classiques sur la transition au capitalisme une curieuse Impression se dégage : le passage du féodalisme au capitalisme y apparaît come un mouvement nécessaire, strictement déterminé. La seule question non résolue d'emblée est : comment s'est effectué le passage ? Ainsi, les modalités de la transition ont donné lieu à l'analyse marxiste des "voies de passage" : transition révolutionnaire lorsque les producteurs s'emparent du procès de circulation en aval, ou transition non révolutionnaire lorsque les marchands en viennent à exercer, en amont, un contrôle de la production ⁶⁰.

[47]

On retrouve, dans cette analyse, l'assimilation entre l'accumulation marchande en régulation féodale et le capital commercial dans le MPC ⁶¹, effet de l'analyse de type téléologique critiquée plus haut.

Si, par contre, nous définissons la transition comme rupture brusque et globale, une autre question doit être posée : pourquoi le capitalisme

⁶⁰ L'analyse classique est chez Marx (1976, 111 : 306-318). Voir aussi Dobb et Sweezy (1977), Dobb (1971), Rioux (1981), Post (1982) et, pour un bilan, Holton (1981).

Pour une application de cette problématique au Québec, voir surtout Montreal Business History Project (1983), Sweeny (1985), Willis (1985).

⁶¹ Toute l'interprétation de Naylor (1975) sur le rôle du capital commercial dans l'histoire canadienne repose sur cette confusion théorique.

est-il la forme d'organisation sociale qui s'implante en Occident à partir du début du 19^e siècle ? y a-t-il dans la production marchande, dans l'échange, un déterminisme strict qui conduit inéluctablement au capitalisme ? La crise structurelle du féodalisme, au cours des années 1780-1830, doit-elle aboutir inévitablement à l'implantation du MPC ? On aura compris que nous répondons négativement à toutes ces questions.

Les réformes entreprises c~voles de sortie de crise, on l'a vu, relèvent d'une vision du monde et d'une logique féodale. Même en Angleterre, il existe, dans les années 1815-1830, un hiatus remarquable entre les institutions politiques et juridiques (voir encadré 3), les formes culturelles, les rapports sociaux dominants, et la production de masse, confinée dans un secteur étroit - le textile surtout -, destinée pour une grande part à l'exportation et mécanisée en partie seulement - filage. Calhoun (1982) et Foster (1974) ont bien montré, d'autre part, que les luttes sociales de cette période sont menées par les artisans - et les travailleurs agricoles (Hobsbawm et Rudé 1975) et non par les quelques ouvriers des fabriques modernes. En somme, même au début du 19^e siècle, dans le pays le plus "avancé", bien peu d'éléments - même dans le discours ⁶² - laissent deviner quel dénouement final connaîtra la crise. À moins de chercher l'éternelle "cause première" cachée dans les replis du passé, il faut bien avouer qu'entre l'écrasante domination des landlords et des marchands, la masse Indisciplinée du sous-prolétariat des [48] villes, le militantisme forcené des travailleurs à domicile et la présence menaçante des centaines de milliers de travailleurs agricoles, l'avenir paraît bien incertain pour cette classe de petits entrepreneurs, d'avocats et de médecins besogneux, d'idéologues éclairés, oscillant entre la fortune rapide dans les affaires ou la politique et la faillite encore plus brutale. Qui est en mesure de dire - sauf Engels peut-être -, à l'époque, si Manchester est un monstre voué à disparaître aux premiers soubresauts de la spéculation, ou une promesse d'avenir ?

⁶² On consultera avec profit la passionnante étude de Tribe (1978) sur l'apparition, dans les années 1815-1830, du discours "moderne" sur l'économie politique.

L'analyse historique est aussi un respect des rythmes de changement, une reconnaissance de la conjoncture, une attention aux options réelles ouvertes aux femmes et aux hommes d'une époque donnée.

Le fait est qu'entre les facteurs de dissolution du MPF et les conditions de constitution du MPC, il y a un écart significatif que seuls les hommes et les femmes ont pu combler par leurs luttes.

[49]

Encadré 3**La norme Juridique comme cause, effet, et indicateur de la transition**

Le statut de la norme juridique dans le processus de transition au capitalisme a fait l'objet de fort peu d'analyses systématiques (Pasukanis 1970, Arnaud 1973, Unger 1976, Tigar et Levy 1977, Vilar 1983 : 265-294). De fait, l'interprétation traditionnelle de l'histoire du droit postule généralement une lente maturation, en terme de modernisation, de la norme juridique. La liaison de cette évolution spécifique du droit avec l'ensemble social est minimale (Milsom 1981, Baker 1979).

Pourtant, la question est d'envergure : comment situer le phénomène juridique dans l'histoire ? Le droit est-il un mode Immanent de normalisation, ou une configuration normative spécifique à un mode donné de régulation sociale ? De la réponse à cette dernière question dépend l'analyse que nous faisons du rôle du droit dans la transition au capitalisme.

Cette analyse est compliquée par la très grande stabilité de l'organisation et par la longue durée de certaines règles légales. Qu'on pense, en droit anglais, à la cour du Banc du Roi ou à l'habeas corpus, qui traversent allègrement les siècles, presque inchangés, jusqu'à nos jours. Cette résilience des formes juridiques est cependant trompeuse. Elle tend à masquer les ruptures profondes que connaît, derrière la relative continuité Institutionnelle, le système normatif d'une formation sociale.

Le droit, plus qu'un simple ensemble de règle, est en effet une construction, historiquement spécifiée, d'un type particulier : Il implique un rapport dialectique entre un contenu normatif original et un efficace propre à la logique sociale d'organisation qui l'institue. En d'autres termes, le droit est une forme spécifique, une configuration normative typique au mode de production capitaliste, et Indissociable de ce mode de régulation. L'histoire du droit dans la transition est celle de la rapide constitution de la forme juridique, du réagencement brutal des catégories normatives féodales sous la figure universelle du droit (Ewald 1986).

C'est pourquoi la norme juridique apparaît à la fois comme effet, cause et indicateur de la transition.

- Effet : L'apparition du sujet de droit, d'une forme juridique à la fois universelle, Individualisme, et contingente à la volonté politique, n'est pensable que dans un contexte social déterminé, où la mobilité personnelle, l'indifférenciation sociale et le libre exercice des volontés ont atteint un

point de non retour. Autrement dit, la forme juridique est incompatible, en tant que technique de régulation, avec les caractéristiques constituantes du féodalisme.

- Cause : En retour, un ordre où la liberté d'agir, la standardisation de masse et la libre volonté forment les critères premiers d'une régulation nouvelle ne peut se concevoir sans que la forme juridique qui les soutient ait déjà un efficace propre. Le droit ne peut être vu comme une simple confirmation super-structurelle de rapports sociaux pré-existants. Il est aussi la forme normative obligée de ces rapports, à la source de leurs conditions d'existence.
- Indicateur : Finalement, l'existence de la forme juridique, du droit comme mode spécifique de normalisation, apparaît comme un indicateur certain de la structuration capitaliste d'une formation sociale. La remarquable analyse de Horwitz (1977) a montré, par exemple, comment la forme contractuelle se cristallise rapidement aux États-Unis entre 1815 et 1840, impliquant un réaménagement majeur des critères de décision juridique (voir aussi Nelson 1975, Cotterell 1981, Rubin et Sugarman 1984). De même le lien organique entre une configuration normative et le système de pouvoir prend une dimension nouvelle en régulation capitaliste : la constitution des catégories juridiques (privé/public) qu'expriment ce lien spécifique apparaît comme un autre Indicateur utile du procès de transition (Fecteau 1986).

En somme, le phénomène juridique appelle de tout urgence une recherche systématique qui permet de déterminer plus rigoureusement son historicité fondamentale.

[50]

Régulation sociale et transition au capitalisme.

*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.*

Chapitre 4

Le mode de production capitaliste comme type spécifique/historique de régulation

[Retour à la table des matières](#)

Des années 1830 aux années 1870, en Occident, s'effectue la mise en place du mode de production capitaliste comme logique sociale de régulation. Il s'agit d'un monde nouveau, au plein sens du terme, d'un mode sociétal d'existence qui a rompu radicalement avec le passé. Cet univers politique, économique, social, culturel, forme un tout à la fois cohérent et fragile, uni et contradictoire, durable et changeant.

Sa mise en place s'est faite dans des conditions historiquement spécifiques, déterminant étroitement la logique de régulation qui prévaudra. On se contentera Ici d'esquisser les éléments majeurs de la conjoncture de mise en place de cette logique régulatoire qui se constitue.

A. La question des conditions de mise en place

En Occident, la quinzaine d'années qui suit la fin de l'aventure napoléonienne a une importance cruciale dans le processus de transition. Sur le fond de scène dramatique que constituent les dernières années

de la grande crise féodale, et au-delà des tentatives dérisoires de rétablissement de l'ordre ancien, de nouveaux modes de prise en charge des facteurs de crise se développent. En d'autres termes, les formes concrètes que prend la crise sociale de l'époque entraînent des réponses inédites, délimitent le terrain d'essai et de développement de nouvelles façons de produire et de consommer, de nouveaux modes d'exploitation, de nouveaux critères de domination.

[51]

1. Mobilité des travailleurs et soumission à la machine

Le désagrégation rapide des communautés paysannes et artisanes, et l'effet de mobilité qu'elle induit, constituent un terrain propice à la généralisation du travail de type industriel. "Liberté" individuelle et despotisme d'usine sont deux phénomènes inextricablement liés. Le fait qu'ils permettent une production standardisée, et la soumission réelle du travailleur "libre" aux impératifs de l'organisation productive prend tout son sens à l'époque, Une dynamique de développement productif se met donc en place, qui submergera par à-coups successifs et brutaux les types traditionnels d'organisation productive. Un marché intérieur se constitue ainsi par destruction rapide de la production localisée et l'établissement d'un standard social - national - de productivité. À ce nouveau pôle productif tend à se greffer une partie de plus en plus importante des classes populaires.

Se crée ainsi un nouveau type de fixation des populations à l'appareil productif, fixation qui impose le recours au marché pour la reproduction de ses conditions d'existence. À la standardisation relative de la production correspondra donc l'implantation de nouvelles normes de consommation. Ce processus cumulatif trace les contours d'un rapport de classe spécifique, appelé à devenir dominant, entre les détenteurs des moyens de production standardisée et les possesseurs de la force de travail.

2. Massification et uniformisation des modes d'exploitation

Dans le même mouvement, le processus critique d'indifférenciation des conditions sociales, de massification, est ut terrain propice à l'implantation systématique d'un mode [52] d'exploitation explicitement économique, c'est-à-dire se situant en dehors des rapports immédiats de pouvoir permis par la différenciation des statuts ⁶³.

Ce mode d'exploitation, que Marx a appelé "survaleur" ⁶⁴, implique qu'il y ait prévisibilité minimale du niveau de réalisation de la production marchande et du taux de valorisation du capital. Ce double processus nécessaire de vente du produit et de profitabilité de l'utilisation de la force de travail est la condition nécessaire à l'implantation généralisée d'un mode standardisé d'exploitation. Les modalités d'extension de ce mode à toute la formation sociale, soit la création d'une logique dominante d'exploitation, marquent le passage d'une exploitation extensive - survaleur absolue - à une exploitation intensive - sur-

⁶³ Parler de massification et d'exploitation économique n'implique évidemment pas que disparaissent les stratifications sociales et les modes d'exploitation non marchands, tout au contraire. La massification est un processus nouveau de gestion des différences, une nouvelle économie du social, reposant sur l'élaboration de standards qui permettent un nouveau type de repérage social. Au sein du salariat, comme mode dominant de socialisation, se constitue en effet un ensemble de plus en plus complexe de différenciations et de stratifications sociales (Masseur 1986). Cependant, le mode d'émergence de cette diversité de formes sociales n'a plus rien à voir avec la multiplicité et la rigidité des statuts caractéristiques du féodalisme. Il tient plutôt à la multiplication des formes d'insertion de l'individu, comme unité biologique, dans l'ensemble social. F. Wald (1986) a bien montré comment, dans cette dynamique originale, l'interaction constante des individualités est subsumée dans la création plus ou moins fragile de groupements divers, dans la recomposition constante des pôles d'influence et d'intérêts qui ponctuent le développement du capitalisme. On assiste à la création continue de normes issues de la prise en compte de comportements divers auxquels on assigne une moyenne standard servant de pôle de référence privilégié. La massification est ainsi une procédure permettant de transcender les individualités en les affectant, selon les situations, de caractères communs ou standards (normalisation).

⁶⁴ Ce terme est maintenant préféré, par les traducteurs français, à l'expression ancienne du "plus-value". Voir Marx (1980).

valeur relative - de la force de travail. La régulation de l'organisation productive passera dorénavant par un système de contraintes axé sur le taux d'exploitation sociale obtenu.

3. Démocratie et domination politique

Les nouvelles modalités de fixation de la force de travail, l'efficace social d'une technique uniformisée d'exploitation, sont Impensables sans la mise en place d'un modèle Institutionnel, de rapports de domination d'un type nouveau. M processus est celui de la légitimation, de la standardisation et de l'étroite délimitation d'un pouvoir politique conféré aux producteurs. L'histoire de l'avènement de la démocratie libérale, comme forme fragile mais dominante d'organisation politique, est ainsi une dimension constitutive du procès d'implantation du MPC. La mise en place d'un rapport de pouvoir qui, dans un même mouvement, respecte la liberté et confirme la dépendance, donne au modèle de régulation sa configuration sociale spécifique. [53] La logique de la majorité devient la forme politique de la conformité, la traduction en terme de pouvoir d'un système de production, d'une norme de consommation et d'un mode d'exploitation fonctionnant à la standardisation.

La constitution de rapports de classes, d'un mode d'exploitation et d'un type de dépendance politique spécifiques sont donc les conditions indissociables d'implantation du mode de production capitaliste. Ils font l'objet d'une lutte constante et souvent féroce, lutte qui, des années 1830 aux années' 1870, marque l'avènement difficile d'une logique sociale nouvelle.

B. Une logique d'accumulation et de régulation

[Retour à la table des matières](#)

Le capitalisme est la fusion dynamique et originale d'une certaine façon de produire, d'une règle de consommation déterminée, d'un type spécifique d'oppression, d'un rapport particulier de domination, d'un environnement culturel donné. Ces diverses dimensions de l'existence humaine, telles que structurées par cette logique de régulation, connaissent une évolution syncopée depuis plus d'un siècle ⁶⁵.

Cependant, dès le milieu du 19^e siècle, on est en mesure d'apprécier la distance parcourue par les formations sociales occidentales depuis la fin du 18^e siècle. Déjà, l'extension du rapport salarial, la détermination du taux d'exploitation par les forces du marché, la légitimation du pouvoir par l'accent mis sur la volonté collective ont pris des proportions suffisantes pour déterminer une logique de régulation. C'est l'époque où la lutte de classes commence à se modeler à la dialectique moderne du travail, des besoins et de l'émancipation. C'est aussi l'époque - est-ce un hasard ? - où Marx, sur la base de la critique d'un système en formation, imaginait déjà les conditions de sa disparition.

⁶⁵ Sur ce point, on pourra consulter les apports de Boyer (1979), Aglietta (1982), Lipietz (1979), Guillaume (1978), Aglietta et Brender (1984), Habermas (1975, 1978), Polanyi (1944), Clouscard (1983), Wald (1986).

[54]

Régulation sociale et transition au capitalisme.*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.***CONCLUSION****N'est-il question que du "passé" ?**[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi étudier la transition du capitalisme ? Pourquoi cette enquête, parfois passionnée, pour saisir la logique de passage au monde moderne ? Bien sûr, Il y a cette soif de savoir, de comprendre, à la source de toute pratique d'historien(ne), et qui tient autant au plaisir Intellectuel qu'à l'accomplissement d'une fonction sociale.

Une soif de comprendre qui nous oblige, comme on l'a tenté dans ce texte, à s'attarder à la recherche des principes fondamentaux qui structurent un ensemble social, à faire le long détour par le féodalisme occidental pour mettre en perspective les questionnements nouveaux qui feront l'historiographie québécoise de demain ⁶⁶. Cette note de recherche se veut ainsi une tentative explicite de remise en question des présupposés théoriques et des réflexes méthodologiques trop souvent implicites aux recherches sur notre histoire. Il nous reste maintenant à reprendre l'analyse, à ébranler nos vieilles certitudes et les fausses évidences qui s'insinuent dans la pratique de recherche. C'est à ce prix que l'histoire du Québec, toujours à refaire, pourra devenir une recherche de sens toujours plus exigeante, et non le repérage passif et routinier du révolu où elle s'est trop souvent confinée.

⁶⁶ Ce qui nous oblige, notamment, à reprendre de "vieilles" questions de cette historiographie en interrogeant leurs présupposés théoriques (voir encadrés 4 et 5).

Mais Il y a plus. L'histoire est un champ sillonné constamment par les chercheurs de "leçons". Par l'analyse de la transition, on aspirait ainsi à s'enquérir des lois du changement social, des erreurs à ne plus faire comme des aboutissements à présumer. Le "progrès" des femmes et des hommes était peut-être une histoire, avec un début et une fin ; et dans le grand [55] livre de cette histoire, n'était-il pas possible de trouver une voie déterminée, une directive cachée d'action, qui nous permet de prévoir l'avenir ?

Il nous a fallu renoncer à cette espérance. D'abord parce que cette histoire est toujours, selon la belle formule de Vilar (1982), en construction, parce que les "leçons" découvertes hier seront les culs-de-sac de demain, et les directives de la veille des contre-indications pour l'avenir. Et puis, surtout, parce que les hommes et les femmes ont fait l'histoire à partir de ce qu'ils vivaient, que le sens qu'ils donnaient aux choses et à la vie déterminait leur action autant que les contraintes matérielles qui structuraient leurs pratiques ; parce que l'histoire ne se fait pas à rebours, et que ce que l'on peut savoir de plus que les contemporains sur les déterminants de leur action ne justifie nullement nos certitudes sur l'aboutissement de leurs luttes.

Les artisans, les paysans de 1800 luttèrent pour un monde autre que celui dans lequel nous vivons. L'avenir a fait de leurs aspirations une utopie, et de leurs luttes la transition au monde actuel. Aurait-il pu en être autrement ? C'est de la réponse à cette question que dépend notre degré de respect des rythmes de changement comme des logiques qui y président. Nos jugements d'autorité *a posteriori*, nos distinctions arbitraires entre le virtuel et le révolu, ne pourront jamais remplacer l'analyse globale des conjonctures et la reconnaissance des possibles dans le réel historique.

C'est pourquoi Il ne peut y avoir de "leçons", car dans cette dimension si complexe de la réalité qui est le temps, l'avenir est toujours aux mains de ceux et celles qui refusent le présent comme éternel, et qui ainsi, provoquent le changement. En ce sens, l'avenir, comme l'histoire, est en construction...

[56]

Encadré 4**L'Église et la transition**

La dissolution du mode de production féodal pose un problème particulier dans le cas de ces institutions qui semblent traverser la période de transition en gardant leur puissance. Le cas du Québec est éminemment intéressant. Ici, l'importance conservée par l'Église jusqu'au milieu du 20^e siècle semble un défi à l'histoire. L'analyse traditionnelle - Voisine (1971), Sylvain (1968, 1971), Rioux (1968), Hardy (1969), Falardeau (1960), Dionne (1964) et Chevrette (1971) - tend à voir l'Église comme un instrument de conservatisme social, une survivance féodale qui retardera la "modernisation" du Québec. Des recherches plus récentes ou plus nuancées - Savard (1971, 1978), Ryan (1966), Knopff (1979) - insistent moins sur l'idéologie que sur le mode d'insertion de l'institution ecclésiastique dans la formation sociale québécoise dans la deuxième moitié du 19^e siècle. Il n'est pas question ici d'entrer dans les dédales de l'argumentation des auteurs : mon propos est plutôt de questionner les fondements théoriques, trop souvent implicites, de ces analyses de la place occupée par l'Église québécoise*.

Le problème est d'abord de définir le statut de l'Église. S'agit-il d'une institution en rivalité directe avec son parallèle laïque, l'État (Sylvain 1968), ou d'une classe qui lutte avec la petite bourgeoisie pour le contrôle de la société (Eid 1978, 284-287) ? Ces positions théoriques déterminent toute l'analyse du rôle de l'Église au Québec. Elles ont en commun de postuler une continuité de l'organisation ecclésiastique depuis le régime français. La rupture fondamentale des années 1830-1870 n'est vue qu'à travers les lunettes étroites de ce discours de crise qu'est l'ultramontanisme. Nous posons que l'Église québécoise de Bourget et de ses successeurs a très peu à voir avec celle de Mgr de Laval, que l'on assiste, à partir de 1836 surtout, à un réaménagement majeur, une redistribution des critères d'insertion de la dimension religieuse, et de l'appareil qui le supporte, dans la formation sociale québécoise. En système féodal, l'Église est un appareil de mise en place et de reproduction d'une dimension essentielle de l'ordre politique : la religion.

* Cette discussion doit beaucoup à mes entretiens avec ma collègue Nadia Fahmy-Eid qui m'a aidé, par son scepticisme chaleureux, à préciser mes réticences par rapport aux analyses sur cette question.

En régulation capitaliste, le pouvoir politique a une toute autre base de légitimation : Il repose sur la définition d'un espace public (Habermas 1978) d'expression d'une volonté collective. La religion, d'instrument central de légitimité, devient morale, c'est-à-dire forme d'objurgation spécifique, en rivalité/collaboration avec une autre morale purement laïque.

Face à cette évolution, l'appareil ecclésiastique tend à perdre son universalité pour devenir agent particulier de socialisation, en constante concurrence avec d'autres confessionnalités ou d'autres modes, laïcisés, de socialisation - école publique, francs-maçons et clubs de libre pensée, partis politiques, etc....

Il peut cependant exister des contextes spécifiques de transition difficile dans certaines formations sociales. Dans celles-ci, au prix d'une réorganisation massive, l'appareil ecclésiastique peut en venir à occuper une place centrale en s'efforçant de monopoliser les modes de contrôle et de socialisation politique. Dans ce contexte, l'Église se donne alors comme égale et rivale de l'État, alors qu'en fait elle n'est qu'agent subordonné de socialisation au service d'une légitimité politique qui tend constamment à la nier. L'Église se présente aussi comme opposant à la petite bourgeoisie, alors qu'elle n'est qu'une des formes d'existence de cette dernière.

La spécificité du rôle conjoncturel de l'Église dans l'espace capitaliste québécois - comparable, à plus d'un titre, à l'Irlande, à l'Italie, à l'Espagne et à certaines formations sociales sud-américaines - n'est donc en rien la "négation" d'un mode de régulation, mais un effet des modalités particulières d'implantation de ce dernier au Québec. Ni classe, ni contre-État, l'Église, nonobstant son discours propre, est un des instruments d'implantation d'une régulation typiquement capitaliste, telle que définie dans ce texte.

[57]

Encadré 5**"Classes" et "nation" dans la transition au Québec ***

Le phénomène national est, sans conteste, l'un des plus difficiles à appréhender par les sciences sociales. Son cadre, ses conditions d'occurrence, son efficace propre apparaissent, à l'analyse, sous des aspects tellement divers - groupe linguistique, ensemble culturel, communauté raciale, unité de référence émotive, espace géographique délimité, agrégat politique, unité historique, etc. -, que la notion de "nation" est souvent laissée dans un flou artistique.

Au Québec, le caractère hautement névralgique de la "question nationale" a rendu cette analyse encore plus complexe. Cependant, la majeure partie des Interprétations repose sur un a priori méthodologique fondamental : l'établissement systématique d'une dichotomie entre nation et classes sociales. Que ce soit pour les opposer (Ouellet 1969, Séguin 1977, Bourque et Légaré 1979), les fusionner (Rioux 1965, Dofny et Rioux 1971) ou s'enquérir de leur dialectique (Ryerson 1972, 1978, Dubuc 1967, 1978, Bernard 1983), classes et nations sont toujours placées en relation binaire, comme dimensions comparables et conflictuelles de l'ensemble social. Le fait que le concept de classe soit une unité d'analyse trans-historique et que celui de nation ait une historicité beaucoup plus réduite, qu'on parle de niveaux fort différents de réalité, ne semble pas faire problème dans l'historiographie de cette question.

En fait, le statut théorique de ces deux concepts est tout à fait distinct. Alors que le concept de classe définit un rapport social conflictuel se matérialisant de diverses façons selon les modes de production, le concept de nation recouvre avant tout une réalité empirique historiquement déterminée. En ce sens, la formulation de Bourque nous apparaît fort juste : "la formation sociale nationale constitue (...) le type spécifique de formation sociale dominée par le MPC" (Bourque 1977, 155). Il est cependant important de bien évaluer les implications analytiques de cette position théorique : confiner le phénomène national à un simple effet attribuable à l'"instance" idéologique du MPC nous empêche de déterminer son efficace propre. On retrouve, encore ici, le blocage analytique causé par l'approche althusserienne faisant de la société une combinatoire d'instances ou de

* Cette note reprend avec certaines modifications des éléments de l'analyse amorcée dans ma thèse (Fecteau 1983, 28-31). Elle doit beaucoup aussi aux discussions Impromptues avec Jean-Paul Bernard, qui saura bien y reconnaître nos points de désaccord comme nos convergences.

modes de production.

Le fait que la nation soit non seulement une forme de structuration politique, mais aussi un cadre de référence ou une aspiration nous permet de saisir son caractère mobilisateur.

En effet, il nous faut distinguer deux aspects fondamentaux du phénomène national. La nation est tout à la fois un espace politiquement constitué et une revendication, sans nécessairement que ces deux dimensions coïncident.

Précisons : la nation est, d'une part, le cadre délimitant l'espace politique d'une formation sociale. Les frontières de cet espace peuvent être héritées de la structuration féodale antérieure - exemple : l'Angleterre, l'Espagne, la France ; elles peuvent aussi être créées de toute pièce - exemple : Allemagne, Italie. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de la constitution d'un espace où les rapports de production/con3omnation, le prélèvement de la survalueur et le pouvoir politique adoptent une configuration spécifique au sein de la logique de régulation capitaliste. En somme, la structuration d'un espace national est intrinsèque à la logique capitaliste.

Mais il arrive - fréquemment - que cette structuration fasse problème, qu'elle devienne elle-même un enjeu dans le processus de transition au capitalisme, ou une fois ce processus achevé (Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales 1971). Apparaît alors une revendication de type nationalitaire, aux manifestations diverses. Selon la conjoncture d'apparition de cette revendication, la lutte pour un espace politique autonome prend des formes fort différentes.

Dans une conjoncture de transition au capitalisme, la revendication nationale se greffe inséparablement, pour les raisons que l'on vient de voir, aux luttes présidant à l'implantation de ce mode de régulation : elle en est, somme toute, une des dimensions constitutives, et apparaît d'autant plus urgente si la question de l'espace politique devient problématique. Ainsi, la question nationale apparaît comme centrale en France au moment où - et à ce moment seulement - la réaction extérieure à la révolution socio-politique met en péril la souveraineté du territoire. Dans un autre contexte, l'espace politique où se déroulent les luttes sociales pendant la transition peut être déjà subordonné à une formation sociale colonialiste, comme dans le cas du Québec et de l'Irlande. Dans ce cas, la révolution socio-politique est déjà une lutte nationale. Si, par malheur, la formation sociale coloniale est un territoire de peuplement habité par des ethnies différentes ou, en d'autres termes, si la colonie abrite des ensembles de populations déjà différenciés par leurs origines historiques, alors tous les éléments sont en place pour une guerre civile de type ethnique. Les rébellions de 1837-1838 sont un exemple particulièrement révélateur d'une lutte nationalitaire en phase de transition qui dégénère en conflit inter-ethnique, ce que Durham, après tout, avait très bien vu...

Mais le point fondamental est que cette évolution de la lutte n'est pas la résultante inéluctable d'un "fait" ethnique immanent, mais la conséquence conjonctu-

relle d'un échec. La lutte nationalitaire des Patriotes n'est devenue lutte "raciale" qu'au moment où l'Angleterre a su mettre en échec la première en jouant systématiquement sur la diversité ethnique des populations.

On voit que nous sommes bien loin de la dichotomie traditionnelle entre classes sociales et nation. Confiner à une quelconque "Idéologie" l'efficace propre du sentiment collectif produit par une cohabitation dans un espace politiquement cohérent nous empêche de comprendre le sens de la lutte nationalitaire. Mais, d'autre part, isoler arbitrairement cette revendication du contexte social qui la conditionne revient à renoncer à l'analyse scientifique au profit de tous les mysticismes.

[58]

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[Retour à la table des matières](#)

[59]

[60]

[61]

[62]

[63]

[64]

[65]

[66]

Régulation sociale et transition au capitalisme.

*Jalons théoriques et méthodologiques
pour une analyse du 19^e siècle canadien.*

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Aglietta, Michel 1982. *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis.* Paris, Calmann-Lévy.

Aglietta, Michel et Anton Brender 1984. *Les métamorphoses de la société salariale. La France en projet.* Paris, Calmann-Lévy.

Althusser, Louis et al. 1968. *Lire le Capital.* Paris, Maspero, 4 vols.

Amin, Samir 1970. *L'accumulation à l'échelle mondiale.* Paris, Anthropos, 2 vols.

Anderson, Perry 1977. *Les passages de l'antiquité au féodalisme.* Paris, Maspero.

Anderson, Perry 1978. *L'État absolutiste. Ses origines et ses voies.* Paris, Maspero, 2 vols.

Arnaud, André-Jean 1973. *Essai d'analyse structurale du Code civil français. La règle du jeu dans la paix bourgeoise.* Paris, LGDJ.

Bailey, Anne M. et Josep R. Llobera (eds) 1981. *The Asiatic Mode of Production. Science and Politics.* Londres, Routledge et Kegan Paul.

Bairoch, Paul 1974. *Révolution industrielle et sous-développement.* Paris, Mouton.

Baker, J.H. 1979. *An Introduction to English Legal History.* Londres, Butterworths.

Banaji, Jairus 1977. "Modes of production in a Materialist Conception of History", *Capital and Class*, 3.

Bernard, Jean-Paul 1983. *Les rébellions de 1837-1838*. Montréal, Boréal Express.

Bernier, Gérald 1981a. "Sur quelques effets de la rupture structurelle engendrée par la conquête du Québec : 1764-1854", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 1.

Bernier, Gérald 1981b. "La structure de classes québécoise au 19^e siècle et le problème de l'articulation des modes de production", *Revue canadienne de science politique*, 14, 3.

Bernier, Gérald et Daniel Salée 1982. "Appropriation foncière et bourgeoisie marchande : éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36, 2.

Bertaux, Daniel 1977. *Destins personnels et structure de classe*. Paris, P.U.F.

Bertrand, Michèle 1979. *Le marxisme et l'histoire*. Paris, Editions sociales.

Bezbakh, Pierre 1983. *La société féodo-marchande*. Paris, Anthropos.

Bois, Guy 1976. *Crise du féodalisme*. Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Bourque, Gilles 1970. [Classes sociales et question nationale au Québec. 1760-1840](#). Montréal, Parti-Pris.

Bourque, Gilles 1977. [L'État capitaliste et la question nationale](#). Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

[67]

Bourque, Gilles et Une Légaré 1979. [Le Québec. La question nationale](#). Paris, Maspero.

Boutruche, Robert 1968. *Seigneurie et féodalité*. Paris, Aubier, 2 vols.

Boyer, Robert 1979. "La crise actuelle : une mise en perspective historique", *Critiques de l'économie politique*, N.S., 7-8.

Braudel, Fernand 1969. *Écrits sur l'histoire*. Paris, Flammarion.

Braudel, Fernand 1985. *La dynamique du capitalisme*. Paris, Arthaud.

Braudel, Fernand 1980. *Civilisation matérielle. économie et capitalisme*. Paris, A. Colin, 3 vols.

Brenner, Robert 1976. "Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-industrial Europe", *Past and Present*, 70.

Brenner, Robert 1977. "The Origins of Capitalist Development : a Critique of Neo-Smithian Marxism", *New Left Review*, 104.

Brenner, Robert 1982. "The Agrarian Roots of European Capitalism", *Past and Present*, 97.

Calhoun, Craig 1982. *The Question of Class Struggle. Social Foundations Of Popular Radicalism during the Industrial Revolution*. Chicago, University of Chicago Press.

Castel, Robert 1976. *L'ordre psychiatrique. L'âge d'or de l'aliénisme*. Paris, Editions de Minuit.

Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes 1974. *Sur le féodalisme*. Paris, Editions sociales.

Chevalier, Jacques 1982. "There is Nothing Simple About Simple Commodity Production", *Studies In Political Economy*, 7.

Chevalier Louis 1958. *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du 19^e siècle*. Paris, Plon.

Chevrette, Louis 1971. "Aspects de la psychologie du groupe de pression ultramontain canadien-français (1870-1890)", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 25, 2.

Clouscard, Michel 1983. *La bête sauvage. Métamorphose de la société capitaliste et stratégie révolutionnaire*. Paris : Les Éditions sociales.

Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales 1971. *Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires aux 19^e et 20^e siècles en Occident et en Orient*. Paris : Armand Colin, 2 vols.

Cook, Scott 1977. "Beyond the Formen : Towards a Revised Marxist Theory of Precapitalist Formations and the Transition to Capitalism", *Journal of Peasant Studies*, 4, 4.

Cooper, J.P. 1978. "In Search of Agrarian Capitalism". *Past and Present*, 80.

Corrigan, Philip 1981. "On Moral Regulation : Some Preliminary Remarks", *Sociological Review*, 29, 2.

Cotterrell, Roger 1981. "The Development of Capitalism and the Formalisation Of Contract Law", In Bob Fryer et ai. (eds), *Law, State and Society*. Londres, Croom Helm.

Courville, Serge 1980. « La crise agricole du Bas-Canada. Éléments d'une réflexion géographique », *Cahiers de géographie du Québec*, 24, 62 et 63.

[68]

Couture, Claude 1986. "La Conquête de 1760 et le problème de la transition au capitalisme", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39, 3.

Creighton, Donald 1956. *The Empire of the St-Lawrence*. Toronto, Macmillan.

Croot, Patricia et David Parker 1978. "Agrarian Class Structure and Economic Development", *Past and Present*, 78.

Dechène, Louise 1974. *Habitants et marchands de Montréal au 17^e siècle*. Paris, Plon.

Delage, Denys 1985. *Le pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du nord-est. 1600-1664*. Montréal, Boréal Express.

Delorme, Robert et Christine André 1983. *L'État et l'économie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France (1870-1980)*. Paris, Editions du Seuil.

Dionne, Yvon 1964. "Le laïcisme au Canada français", *Parti-Pris*, 1, 4.

Dobb, Maurice 1971. *Études sur le développement du capitalisme*. Paris, Maspero.

Dobb, Maurice et Paul-M. Sweezy (eds) 1977. *Du féodalisme au capitalisme problèmes de la transition*. Paris, Maspero, 2 vols.

Dofny, Jacques et Marcel Rioux 1971. "Les classes sociales au Canada français", in Marcel Rioux et Yves Martin (dir.), [*La société canadienne française*](#). Montréal, Hurtubise HMH.

Donzelot, Jacques 1977. *La police des familles*. Paris, Éditions de Minuit.

Dubuc, Alfred 1967. "Les classes sociales au Canada", *Annales E.S.C.*, 22, 4.

Dubuc, Alfred 1977. Compte-rendu de Wallerstein (1980), *Euro-pa*, 1, 1.

Dubuc, Alfred 1978. "[Le fondement historique de la crise des sociétés canadienne et québécoise](#)", *Politique aujourd'hui*, 7-8.

Dumont, Fernand 1971. "[L'étude systématique de la société globale canadienne-française](#)", in Marcel Rioux et Yves Martin (dir.), [La société canadienne française](#). Montréal, Hurtubise HMH.

Dunkley, Peter 1979. "Paternalism, the Magistracy and Poor Relief In England, 1795-1834", *International Review of Social History*, 24, 3.

Eli, Nadia F. 1978. *Le clergé et le pouvoir politique au Québec*. Montréal, Hurtubise HMH.

Engels, Friedrich 1971. [Anti-Dühring](#). Paris, Editions sociales.

Engels, Friedrich 1976. [L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État](#). Moscou, Editions du Progrès.

Ewald, François 1986. *L'État Providence*. Paris, Grasset.

Falardeau, Jean-Charle3 1960. "Les Canadiens-français et leur idéologie", in M. Wade et J.-C. Falardeau (éds.), [La dualité canadienne](#). Québec, Presses de l'Université Laval.

Falardeau, Jean-Charle3 1971. "[L'évolution de nos structures sociales](#)", in Marcel Rioux et Yves Martin (dir.), [La société canadienne française](#). Montréal, Hurtubise HMH.

Faucher, Albert 1970. [Histoire économique et unité canadienne](#). Montréal, Fides.

[69]

Fecteau, Jean-Marie 1977. *Représentation idéologique et réalité révolutionnaire. Le Journal des Révolutions de Paris. 1789-1794*. Thèse de maîtrise en histoire, Université Laval.

Fecteau, Jean-Marie 1983. *La pauvreté, le crime, l'État. Essai sur l'économie politique du contrôle social au Québec. 1791-1840*. Thèse de 3^e cycle, Université de Paris VII.

Fecteau, Jean-Marie 1986. "[Prolégomènes à une étude historique des rapports entre l'État et le droit dans la société québécoise, de la fin du 18^e siècle à la crise de 1929](#)", *Sociologie et sociétés*, 18, 1.

Foster, John 1974. *Mass Struggle and the Industrial Revolution. Early Industrial Capitalism in three English Towns*. Londres, Methuen.

Foster-Carter, Aldan 1978. "The Modes of Production Controversy", *New Left Review*, 107.

Foucault, Michel 1969. *L'archéologie du savoir*. Paris, Gallimard.

Foucault, Michel 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard.

Gallissot, René 1974. "La succession des modes de production", in Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, *Sur le féodalisme*. Paris, Editions sociales.

Godechot, Jacques 1956. *La Grande Nation, l'expansion révolutionnaire de la France dans le monde. 1789-1799*. Paris, Aubier, 2 vols.

Godelier, Maurice 1981. "D'un mode de production à l'autre : théorie de la transition", *Recherches sociologiques*, 12, 2.

Gourevitch, Aaron J. 1983. *Les catégories de la culture médiévale*. Paris, Gallimard.

Guay, Michel 1971. *Le mode de production "asiatique" et les formations sociales du Proche-Orient ancien*. Montréal, Université du Québec à Montréal, Département d'histoire.

Guerreau, Alain 1980. *Le féodalisme. Un horizon théorique*. Paris, Le Sycomore.

Guillaume, Marc 1978. *Éloge du désordre*. Paris, Gallimard.

Guidon, Hubert 1971. "[Réexamen de l'évolution sociale du Québec](#)", In Marcel Rioux et Yves Martin (dir.), [La société canadienne-française](#). Montréal, Hurtubise

Gunder Frank, André 1977. *L'accumulation mondiale. 1500-1800*. Paris, Calmann-Lévy.

Habermas, Jürgen 1975. *Legitimation Crisis*. Boston, Beacon Press.

Habermas, Jürgen 1978. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot.

Hamelin, Jean 1960. *Economie et société en Nouvelle-France*. Québec, Presses de l'Université Laval.

Hamelin, Jean et Fernand Ouellet 1963. "Les rendements agricoles dans les seigneuries et les cantons du Québec, 1760-1850", In C. Galarneau et E. Lavoie (dir.), *France et Canada français du 16^e au 20^e siècle*. Québec, Presses de l'Université Laval.

Hardy, Rend 1969. "[L'ultramontanisme de Laflèche : genèse et postulats d'une idéologie](#)", *Recherches sociographiques*, 10, 2.

Hill, Christopher 1975. *The World Turned Upside Down. Radical Ideas During the English Revolution*. Londres, Penguin.

[70]

Hindess, Barry et Paul Hirst 1975. *Pre-Capitalist Modes of Production*. Londres, Routledge et Kegan Paul.

Hindess, Barry et Paul Hirst 1977. *Mode of production and Social Formation*. Atlantic Highlands, Humanities Press.

Hobsbawm, E.J. 1964. *Labouring Man. Studies in the History of Labour*. Londres, Weldenfeld at Nicolson.

Hobsbawm, E.J. 1968. *Industry and Empire*. Londres, Penguin.

Hobsbawm, E.J. 1969. *L'ère des révolutions*. Paris, Fayard.

Hobsbawm, E.J. et George Rudé 1975. *Captain Swing. A Social History of the Great English Agricultural Uprising of 1830*. N.Y., Norton.

Holton, Robert J. 1981. "Marxist Theories of Social Change and the Transition from Feudalism to Capitalism", *Theory and Society*, 10.

Horwitz, Morton J. 1977. *The Transformation of American Law. 1780-1860*. Cambridge, Harvard U.P.

Howard, M.C. 1985. "Fernand Braudel on Capitalism : A Theoretical Analysis", *Réflexions historiques*, 12, 3.

Johnson, Léo. A. 1981. "Independant Commodity Production : Mode of Production or Capitalist Class Formation ?", *Studies In Political Economy*, 6.

Kahn, Joël S. et Joseph R. Llobera (eds) 1981. *The Anthropology of Pre-Cavitalist Societies*. Atlantic Highlands, Humanities Press.

Kindleberger, C.P. 1976. "The Historical Background Adam Smith and the Industrial Revolution", In T. Wilson at A.S. Skinner (eds), *The Market and the State*. Oxford, Clarendon Press.

Knopff, Rainer 1979. "Quebec's "Holy War" as "Regime" Politics : Reflections on the Guibord Case", *Revue canadienne de science politique*, 12, 2.

Kriedte, Peter et al. 1981. *Industrialization before Industrialization. Rural Industry in the Genesis of Capitalism*. Cambridge, Cambridge U.P.

Kula, Wilotd 1970. *Théorie économique du système féodal. Pour un modèle de l'économie polonaise 16^e 18^e siècles*. Paris, Mouton.

Labica, Georges (dir.) 1982. *Dictionnaire critique du marxisme*. Paris, Presses Universitaires de France.

Laclau, Ernesto 1977. "Feudalism and Capitalism In Latin America", in E. Laclau, *Politics and Ideology In Marxist Theory*. Londres, New Left Books.

Lancien, Didier 1982. "Du grand domaine à l'usine : paternalisme, déférence (et respectabilité) dans la société anglaise (18^e 19^e siècles)", *History of European Ideas*, 3, 1.

Lefebvre, Henri 1971. *L'idéologie structuraliste*. Paris, Anthropos.

Létourneau, Jocelyn 1985. 'L'itinéraire d'un débat', In B. Jewslawicki et J. Létourneau (dir.), *Mode de Production. Les défis africains*. Québec, Ed. Safi.

Levasseur, Carol 1986. "L'État contemporain : au coeur de la société ?", Communication au 2^e Colloque international sur l'État.

Lipietz, Alain 1979. *Crise et Inflation. pourquoi ? L'accumulation intensive*. Paris, Maspero.

MacDonald, L. 1975. "Merchants against Industry : An Idea and Its Origins", *Canadian Historical Review*, 56, 3.

[71]

Macpherson, C.B. 1962. *The Political Theory of Possessive Individualism*. Oxford, Oxford U.P.

Macpherson, C.B. 1975. "Capitalism and the Changing Concept of Property", In Eugene Kamenka et R.S. Neale (eds), *Feudalism. Capitalism and Beyond*. Londres, E. Arnold.

Marx, Karl 1976. *Le Capital. Critique de l'économie politique*. Paris, Editions sociales, 3 vols.

Marx, Karl 1980. *Manuscripts de 1857-1858 ("Grundrisse")*. Paris, Editions sociales, 2 vols.

Martin, John E. 1983. *Feudalism to Capitalism. Peasant and Landlord in English Agrarian Development*. Atlantic Highlands, Humanities Press.

McCallum, John 1980. *Unequal Beginnings : Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*. Toronto, University of Toronto Press.

McInnis, R.M. 1982. "A Reconsideration of the State of Agriculture In Lower Canada in the First Half of the 19th Century", in Donald H. Akenson (ed.), *Canadian Papers In Rural History*. Gananoque, Langdale Press.

McLennan, Gregor 1981. *Marxism and the Methodologies of History*. Londres, Verso.

Milsom, S.F.C. *Historical Foundations of the Common Law*. Londres, Butterworths.

Moles, Abraham 1967. *Sociodynamique de la culture*. Paris, Mouton.

Monière, Dents 1977. *[Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours](#)*. Montréal, Québec/Amérique.

Montreal Business History Project 1983. *Problématique de la transition*. Compton, Congrès de l'IHAF.

Naylor, R.T. 1972. "The Rise and Fall of the Third Commercial Empire of the St. Lawrence", In G. Teeple (ed.), *Capitalism and the National Question in Canada*. Toronto, University of Toronto Press.

Naylor, R.T. 1975. *The History of Canadian Business, 1867-1914*. Toronto, Lorimer.

Nelson, William E. 1975. *Americanization of the Common Law. The Impact of Legal Change on Massachusetts' Society, 1760-1830*. Cambridge, Harvard U.P.

Nish, Cameron 1968. *Les bourgeois-gentilhommes de la Nouvelle-France. 1729-1748*. Montréal, Fides.

Offe, Claus 1974. "Structural Problems Of the Capitalist State. Class Rule and the Political System. On the Selectiveness of Political Institutions", in K. Von Beyme (ed.), *German Political Studies*. Beverly Hills, Sage Publ.

Ouellet, Fernand 1969. "Le nationalisme canadien-français : de ses origines à l'insurrection de 1837", In R. Cook et al., *Constitutionalism and Nationalism In Lower Canada*. Toronto, University of Toronto Press.

Ouellet, Fernand 1971. *Histoire économique et sociale du Québec. 1760-1850. Structures et conjoncture*. Montréal, Fides, 2 vols.

Palmer, R.R. 1959-1964. *The Age of Democratic Revolution*. Princeton, Princeton U.P., 2 vols.

Paquet, Gilles et Jean-Pierre Wallot 1972. "Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 : Eléments pour une réinterprétation", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 2.

[72]

Pasukants, Evgeny B. 1970. *La théorie générale du droit et le marxisme*. Paris, E.D.I.

Pelletier, Antoine et Jean-Jacques Goblot 1973. *Matérialisme historique et histoire des civilisations*. Paris, Editions sociales.

Polanyi, Karl 1944. *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of our Time*. Boston, Beacon Press.

Pomian, Krzysztof 1984. *L'ordre du temps*. Paris, Gallimard.

Post, Charles 1982. "The American Road to Capitalism", *New Left Review*, 133.

Postan, M.M. et John Hatcher 1978. "Population and Class Relations in Feudal Society", *Past and Present*, 78.

Poulantzas, Nicos 1968. *Pouvoir politique et classes sociales*. Paris, Maspero, 2 vols.

Resnick, Stephen et Richard Wolff 1979. "The Theory of Transitional Conjunctions and the Transition from Feudalism to Capitalism in Western Europe", *Review of Radical Political Economics*, 11, 3.

Rey, Pierre-Philippe 1971. *Colonialisme, néo-colonialisme et transitions au capitalisme*. Paris, Maspero.

Rey, Pierre-Philippe 1973. *Les alliances de classes*. Paris, Maspero.

Rioux, Marcel 1965. "[Conscience ethnique et conscience de classe au Québec](#)", *Recherches sociographiques*, 6, 1.

Rioux, Marcel 1968. "[Sur l'évolution des Idéologies au Québec](#)", *Revue de l'Institut de Sociologie*, 41, 1.

Rioux, Marcel 1971. "[Notes sur le développement socio-culturel du Canada français](#)", In M. Rioux et Y. Martin (dir.), [La société canadienne-française](#). Montréal, Hurtubise HMH.

Rioux, J.-C. 1981. "La transition au mode de production capitaliste au départ de l'atelier corporatif. Reprise de quelques concepts clefs chez Maurice Godelier", *Recherches sociologiques*, 12, 2.

Rubin, G.R. et David Sugarman (eds) 1984. *Law, Economy and Society. Essays in the History of English Law*. Abington, Professional Books.

Ryan, William F. 1966. *The Clergy and Economic Growth in Quebec. 1896-1914*. Québec, Presses de l'Université Laval.

Ryerson, Stanley B. 1972. "Quebec : Concepts of Class and Nation", In G. Teeple (ed.) *Capitalism and the National Question In Canada*. Toronto, University of Toronto Press.

Ryerson, Stanley B. 1978. *Capitalisme et Confédération. Aux sources du conflit Canada/Québec*. Montréal, Parti-Pris.

Savard, Pierre 1971. « Le catholicisme canadien-français au 19^e siècle », *Histoire sociale*, 7.

Savard, Pierre 1980. *Aspects du catholicisme canadien-français au 19^e siècle*. Montréal, Fides.

Schaff, Adam 1971. *Histoire et vérité. Essai sur l'objectivité de la connaissance historique*. Paris, Anthropos.

Séguin, Maurice 1977. *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique*. Montréal, Boréal Express.

Séguin, Maurice 1979. *La nation « canadienne » et l'agriculture (1760-1850)*. Montréal, Boréal Express.

[73]

Shelton, Walter J. 1973. *English Hunger and Industrial Disorders. A Study of Social Conflict during the First Decade of George III's Reign*. Toronto, University of Toronto Press.

Skocpol, Theda 1977. "Wallerstein's World Capitalist System : A Theoretical and Historical Critique", *American Journal of Sociology*, 82, 5.

Skocpol, Theda 1979. *States and Social Revolutions*. Cambridge, Cambridge U.P.

Soboul, Albert 1962. *Histoire de la Révolution française*. Paris, Gallimard, 2 vols.

Soboul, Albert 1968. *Les Sans-culottes parisiens en l'an II. Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire (1793-1794)*. Paris, Seuil.

Société d'Etudes du Féodalisme 1978. *Compte-rendu des séances*. Paris, s.ed.

Stevenson, John 1977. "Social Control and the Prevention of Riots in England", in A.P. Donajrodzki (ed.), *Social Control In 19th Century Britain*. Londres, Croom Helm.

Sweeny, Robert 1985. *Internal Dynamics and the International Cycle : Questions of the Transition In Montreal, 1821-1828*. Thèse Ph.D. Histoire, Université McGill.

Sweeny, Robert 1986. *Theory, Method and Sources : The Search for Historical Logic*. Victoria, C.B., Workshop on Regional History (conférence).

Sylvain, Philippe 1968. "Libéralisme et ultramontanisme au Canada français : affrontement Idéologique et doctrinal (1840-1865)", in ML. Morton (ad.), *Le Bouclier d'Achille*. Toronto, McClelland & Stewart.

Sylvain Philippe 1971. "Quelques aspects de *l'ultramontanisme canadien-français*", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 25, 2.

Takahashi, H.K. 1977. "La place de la révolution de Meiji dans l'histoire agraire du Japon", in M. Dobb et P.-M. Sweezy (dir.), *Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition*. Paris, Maspéro.

Thompson, E.P. 1967. "Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism", *Past and Present*, 38.

Thompson, E.P. 1963. *The Making of the English Working Class*. Londres, Pantheon.

Thompson, E.P. 1971. "The Moral Economy of the English Crowd in the 18th Century", *Past and Present*, 50.

Thompson ; E.P. 1978. *The Poverty of Theory and Other Essays*. N.Y., Monthly Review Press.

Tigar, Michael E. et Madeleine R. Levy 1977. *Law and the Rise of Capitalism*. N.Y., Monthly Review Press.

Topolski, Jerzy 1976. *Methodology of History*. Boston, D. Reldel.

Tribe, Keith 1978. *Land, Labour and Economic Discourse*. Londres, Routledge and Kegan Paul.

Unger, Roberto M. 1976. *Law In Modern Society. Toward a Criticism of Social Theory*. N.Y., Free Press.

Varga, E. 1967. "Sur le "mode de production asiatique"", *Recherches Internationales à la lumière du marxisme*, 57, 58.

Vidal, Daniel 1970. "[Formation sociale et mouvements sociaux](#)", *Sociologie et Sociétés*, 2, 2.

[74]

Vilar, Pierre 1982. *Une histoire en construction. Approche marxiste et problématiques conjoncturelles*. Paris, Gallimard-Le Seuil.

Voisine, Nive 1971. *Histoire de l'Église catholique au Québec. 1608-1970*. Montréal, Fides.

Wallerstein, Immanuel 1980, 1984. *Le système-monde du 15^e siècle à nos jours*. Paris, Flammarion, 2 vols.

Wallerstein, Immanuel 1985. *Le capitalisme historique*. Paris, La Découverte.

Watkins, M.H. 1967. "A Staple Theory of Economic Growth", In W.T. Easterbrook et M.H. Watkins (ed3), *Approaches to Canadian Economic History*. Toronto, WClelland and Stewart.

Watkins, M.H. 1980. "The Staple Theory Revisited", in J.P. Grayson (ed.). *Class, State Ideology and Change. Marxist Perspective on Canada*. Toronto, Holt, Rinehart & Winston.

Willis, John 1985. "Seigneurialism, Immigration and the Merchants The Transition to Industrial Capitalism on the Lachine Canal In the 19th Century", *Canadian Historical Association* (conférence).

Wittfogel, Karl 1977. *Le despotisme oriental. Etude comparative du pouvoir total*. Paris, Editions de Minuit.

Fin du texte